

***l'Anti*capitaliste**

n°549 | 24 décembre 2020 – 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

MOBILISÉ·E·S DÈS LA RENTRÉE



**LES
MAUVAIS
JOURS
FINIRONT**

Dossier

Des livres à lire et à offrir, une sélection la Brèche **Pages 6 et 7**

ÉDITO

Les mauvais jours finiront
Page 2

PREMIER PLAN

Transphobie: #JusticepourFouad et pour touTEs les autres!
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Kanaky: le pouvoir colonial joue la tension
Page 5

INTERVIEW

Algues vertes: entretien avec Yves-Marie Le Lay
Page 10



édito

Par JULIEN SALINGUE

Les mauvais jours finiront

« Je prends ce soir devant vous l'engagement de consacrer toute mon énergie à transformer notre pays pour le rendre plus fort, plus juste, plus humain. » Ainsi s'exprimait Emmanuel Macron au soir du 31 décembre 2019, lors de ses vœux pour l'année 2020, en pleine mobilisation contre la « réforme » des retraites. Un an plus tard, le bla-bla présidentiel n'a jamais semblé aussi déconnecté de la réalité et de la vie de dizaines de millions de personnes, victimes des politiques antisociales d'un pouvoir dont l'obsession pour la sauvegarde des profits capitalistes a été largement mis à nu, pour ceux qui en doutaient encore, par la crise du Covid et sa gestion calamiteuse. Abandon de l'hôpital et des personnels soignants, mensonges d'État concernant les masques pour couvrir les effets désastreux des logiques comptables, mise en danger de la vie de millions de salariéEs au nom du maintien de l'activité économique... La liste est trop longue des illustrations de la faillite sanitaire, malheureusement toujours à l'œuvre, comme en témoignent les chiffres de contamination et d'hospitalisation. À aucun moment le gouvernement n'a mis les moyens financiers et humains pour assurer une riposte sanitaire à la hauteur, obnubilé par la « sauvegarde de l'économie » et les antennes néolibérales. Corollaire de ces choix catastrophiques, une gestion particulièrement autoritaire de la crise sanitaire, à grands renforts d'interdictions, de surveillance, d'amendes et autres sanctions : l'exact inverse de ce qu'une telle crise exige, à savoir une large association de la population aux décisions et à la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection collective. Un autoritarisme qui est définitivement l'une des principales marques de fabrique de ce pouvoir dont la faible légitimité l'incite à une gestion de plus en plus violente de la conflictualité sociale, incarnation presque chimiquement pure du mot d'ordre « Police partout, justice nulle part ». Mais les dernières semaines de l'année ont montré que nous étions nombreuses et nombreux à refuser la fatalité : contre la loi « sécurité globale », contre la loi « séparatisme », contre la destruction de l'Université, contre le chômage et les licenciements, pour la défense des services publics : les mobilisations, petites et grandes, se sont multipliées, et de nombreuses dates sont déjà appelées en janvier, qui annoncent un début d'année 2021 agité pour Macron et les siens. Face au capitalisme et à ses crises, nous n'avons plus le choix : à nous d'agir pour que le nécessaire devienne possible.

BIEN DIT

Cette idée que la laïcité n'est plus un principe juridique et constitutionnel mais un système de croyance est très grave. On est en train de mettre sur pied une religion civique qui serait obligatoire.

OLIVIER ROY (politologue), *Mediapart*, 21 décembre 2020.

À la Une

COVID Un an de faillite sanitaire et de gestion austéritaire / autoritaire

Face à l'épidémie de Covid qui est née en Chine fin 2019, c'est peu dire que le gouvernement Macron a sous-estimé la menace. Tout un symbole : la démission, en février, de la ministre de la Santé Agnès Buzyn, avec la bénédiction du président, plus préoccupé par la Mairie de Paris que par le Covid-19...

A lors que l'exemple de Hong Kong ou de la Corée du Sud démontrent qu'en testant massivement, tôt et vite, on peut maîtriser la pandémie, même lorsque l'on est tout proche du territoire chinois, le gouvernement français s'est concentré sur une stratégie purement hospitalière de gestion des cas graves, les seuls testés. Aucun effort de test, traçage et isolement des contacts n'a été organisé, en France comme dans quasiment toute l'Europe. Et la pandémie s'est diffusée dans toute la société. Erreur initiale de toutes les bourgeoisies européennes.

Faillite d'État

Sentiment de supériorité impérialiste, partagé par les élites politiques et médicales, qui fait penser que les pandémies sont pour les peuples arriérés, malgré les alertes SRAS, Ebola, ou Zika. Vision de la santé centrée sur le soin, l'hôpital, car en fait centrée sur le profit, qui exclut toute vision de santé primaire et communautaire, où la santé se fabrique par en bas, avec les citoyenEs. Des dizaines d'années d'austérité, qui ferment les lits hospitaliers, qui confient aux bas salaires chinois le soin de fournir le monde en tests, réactifs, écouvillons, masques, médicaments. Qui ont manqué en ce début de pandémie.

Le 28 avril, la France se classe en 30^e position sur 35 pays de l'OCDE pour le nombre de tests par habitant ! La porte-parole du gouvernement défend alors l'inutilité des masques : mensonge d'État. Pour cause d'austérité, les stocks stratégiques de plus d'un milliard de masques n'ont pas été reconstitués. Les personnels médicaux sont sans masque et matériel de protection face au Covid. Les personnels des Ehpad, qui ont commencé à

POSITIF AU COVID, MACRON CONTINUE DE GÉRER LES AFFAIRES COURANTES



se masquer, sont démasqués par leur direction sur avis des agences régionales de santé (ARS), alors que dans le même temps les tests y sont sévèrement limités en nombre. La première vague était alors inévitable. Plus d'autre « solution » que le confinement. Elle fera 30 000 morts et encore 20 000 dans les Ehpad. Des médicaments indispensables manquent, les autres pathologies sont oubliées, les femmes battues isolées, le décrochage scolaire frappe massivement les enfants des plus pauvres. Les premiers de cordée fuient à l'île de Ré, pendant que les premiers de corvée et les personnels de santé se font contaminer. On meurt plus en Seine-Saint-Denis que dans le 16^e arrondissement.

Épidémie hors contrôle

Le déconfinement se fera sans embauche massive ni ouverture

des milliers de lits de réanimation nécessaires. Le gouvernement ne veut pas entendre parler de deuxième vague, il est tourné vers le redémarrage de l'économie. Le Puy-du-Fou et Disneyland rouvrent. À partir de juillet, lentement, l'épidémie de Covid-19 repart. Le gouvernement court derrière, avec toujours un temps de retard. Le protocole dans les écoles se réduit en fait au port du masque pour les plus de 11 ans. Pas de réquisition de bâtiment pour pousser les murs des classes et des cantines, pas d'embauche de personnel. Il faut que les parents retournent au travail. Le masque n'est imposé que le 1^{er} septembre en entreprise, où le télétravail est seulement encouragé, au bon vouloir du patron, qui doit rester maître chez lui. Le système de tests monte en puissance mais rien n'est réellement organisé après pour construire

avec la population un isolement et des gestes barrières. Les délais s'allongent à près d'une semaine. Le système de tests s'effondre. L'épidémie est hors contrôle. Déconfiner le « black friday », mais reconfiner nos vies, nos amours, la culture... n'évite pas la deuxième vague. Trop tard, le reconfinement est décidé. L'échec d'une gestion austéritaire et autoritaire de la pandémie. Renforcer le système de santé face à l'austérité, réorganiser la société en fonction du Covid, des besoins sociaux et écologiques, et bâtir une mobilisation communautaire des populations, des associations et des professionnelEs de santé autour d'un nouveau système de tests, de recherche et d'isolement des cas contacts, dans une lutte commune contre le Covid et pour l'ensemble de nos droits, voilà ce qu'il faut leur opposer.

Frank Cantaloup

CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT

Macron passe du « sans filtre » aux cent filtres

La politique climat de Macron peut sembler contradictoire. Côté obscur, il caviarde allègrement les propositions de la Convention citoyenne pour le Climat en rejetant tout ce qui aurait pu grignoter les dividendes et les intérêts de l'industrie chimique ou automobile, de l'agriculture industrielle, de la publicité, de l'immobilier... Côté lumière, il parade au sommet « Ambition climat », organisé par l'ONU, la France et la Grande-Bretagne, insistant sur la nécessité de se « donner une trajectoire et des moyens crédibles pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 ».

L'inaction climatique est tellement voyante que le Conseil d'État a donné raison à la ville de Grande-Synthe et à « L'Affaire du siècle » contre l'État. Quant au « contrat moral » de reprendre les propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat, il passe du « sans filtre » aux « 100 filtres ». Dès juin, Macron avait remis la taxe de 4% sur les dividendes et la limitation de la vitesse à 110 km/h sur autoroute. Puis ce fut

le rejet du moratoire sur la 5G, de la limitation de la publicité pour les SUV et autres monstres hyper-polluants. Exit aussi la redevance sur les engrais azotés pourtant responsables des émissions de protoxyde d'azote, un gaz à effet de serre beaucoup plus puissant que le CO₂, l'obligation de rénovation thermique des bâtiments... La responsabilité est reportée sur les « citoyens-consommateurs » appelés à changer leurs « comportements individuels ». Et pour couronner le

tout, Macron dégage un référendum pour inscrire la défense du climat et la préservation de l'environnement dans la Constitution : une minable manœuvre politicienne d'autant plus misérable qu'elle concerne la menace la plus grave et la plus globale à laquelle l'humanité est confrontée.

« Il faut que tout change pour que rien ne change »

L'Accord de Paris posait l'objectif de limiter le réchauffement climatique

mondial à 1,5°C ou 2°C maximum, mais acceptait que les États s'engagent... à dépasser largement cette limite. Ce qu'ils ont fait ! La compilation des engagements des États conduisait à une augmentation entre 3 et 4°C, et ces engagements insuffisants ne sont même pas tenus. Le bouleversement climatique est à l'œuvre : l'année 2020 sera parmi les trois plus chaudes jamais enregistrées. Les catastrophes, dont les phénomènes météorologiques extrêmes

Un monde à changer

SMIC : PAS DE PITIÉ POUR LES GUEUX. Chaque année en cette période est annoncé le montant du SMIC pour l'année à venir. Une fois de plus, pas de scoop. Ce sera des miettes : 15 euros de plus par mois pour les salariéEs à temps plein. Le groupe soigneusement sélectionné d'« experts » chargés de conseiller le gouvernement sur la trajectoire du salaire minimum a une fois de plus proposé une revalorisation à minima de 0,99%, conformément à la formule de calcul prévue par la loi, soit environ 1230 euros net par mois. Et le gouvernement s'y est rallié sans problème, oubliant les discours larmoyants de Macron lors du premier confinement sur ces « travailleurs de la deuxième ligne » qui ont continué à aller bosser au printemps, prenant les transports en commun, affrontant de vrais risques sanitaires pour eux et leurs familles, afin notamment d'approvisionner les magasins considérés comme « essentiels ». Parmi ceux qui sont concernés par le SMIC, il y a beaucoup de temps partiels (30% d'entre eux sont payés au SMIC) et de femmes (60% des salariéEs payés au SMIC sont des femmes). Entre 2009 et 2018, « les versements aux actionnaires du CAC 40 ont augmenté de 70%, la rémunération des PDG du CAC 40 de 60%, alors que le salaire moyen au sein de ces entreprises n'a augmenté que de 20% et le smic de 12% », pointe l'ONG Oxfam. En 2019, les dirigeants du CAC40 ont touché en moyenne une rémunération de 5 491 258 euros. Le 2 janvier à 5h12 du

matin, un patron « moyen » du CAC 40 a donc déjà gagné l'équivalent d'un SMIC annuel... Le mieux payé est Bernard Charlès, dirigeant de Dassault Systèmes : il faut environ trois années et huit mois pour qu'un smicard gagne autant que lui en une journée. 2019 et 2020 ont été des années plus compliquées (tous les chiffres ne sont pas encore connus) mais, à ces niveaux, on peut supporter de petites baisses. Ce qui est fabuleux, mais pas étonnant, c'est la persévérance des économistes officiels. Comme le souligne Michel Husson¹ : « Tel un "marronnier", le dernier rapport du groupe d'experts sur le salaire minimum recommande de "s'abstenir de tout coup de pouce sur le SMIC au 1^{er" janvier 2021". Rien de nouveau sous le soleil, puisque les experts n'ont jamais proposé un tel coup de pouce ». De plus, ajoute Husson : « Le rapport évoque évidemment les effets de la pandémie sur le marché du travail. Il souligne après d'autres que "les semaines de confinement ont affecté plus intensément les salariés proches du SMIC qui se sont retrouvés plus fréquemment en activité partielle ou en inactivité que les autres salariés". Mais de ce constat nos experts ne tirent aucune conclusion, sinon celle-ci : pas de coup de pouce pour les travailleurs "en première ligne" ».}

1 - Michel Husson, « France. Les experts du Smic : pas de pitié pour les gueux », en ligne sur <https://alencontre.org/europe/france/france-les-experts-du-smic-pas-de-pitie-pour-les-gueux.html>

Fouad était une jeune fille transgenre et racisée. Au début du mois de décembre, elle s'est fait exclure de classe et humilié par la CPE parce qu'elle était venue en jupe au lycée. Elle a alors été renvoyée sous prétexte que sa tenue pourrait choquer les autres élèves. Dès le lendemain de son exclusion, ses camarades se sont mobilisés, collant au sein de l'établissement des affichettes « La transphobie tue ». Quelques jours après, de nombreux élèves sont venus en jupe pour afficher leur solidarité, obligeant la direction du lycée à reculer. Malheureusement, une dizaine de jours plus tard, la jeune fille faisait deux tentatives de suicide desquelles elle n'a pas réchappé. Comble de l'abjection, dans le communiqué officiel envoyé par le lycée aux parents et aux élèves, la lycéenne est genrée au masculin.

Aggravation des conditions de vie des personnes trans

La mort de Fouad est un révélateur de l'aggravation des conditions de vie des personnes trans. Ce n'est ainsi pas la première femme trans à se suicider en France en 2020, il y a eu Mathilde, Laura et Doona. Selon l'ONG Transgender Europe, 331 personnes trans ont été assassinées entre le 1^{er} octobre 2018 et le 30 septembre 2019 (3314 depuis 2008).

La transphobie se manifeste également par une offensive réactionnaire à travers le monde. Ces attaques menacent au final aussi bien les droits des femmes que ceux

TRANSPHOBIE #JusticepourFouad et pour touTEs les autres!

Vendredi 18 décembre au matin a eu lieu un rassemblement d'une trentaine de personnes devant le lycée Fénélon à Lille. Elles réclamaient Justice pour Fouad¹, lycéenne transgenre qui s'est suicidée, et étaient venues lui rendre un dernier hommage. Un second rassemblement s'est déroulé le soir et a rassemblé une centaine de personnes.



COLLAGES FÉMINICIDES NANCY

des personnes LGBTI au sens large. Les discours transphobes contemporains ne sont par ailleurs qu'une resucée des discours homophobes traditionnels : les femmes trans sont accusées d'être des perverses et des pédophiles, la transidentité serait quant à elle une « mode ».

La transphobie est institutionnelle enfin. Si le changement d'état civil a été simplifié en 2016, il faut encore passer devant un juge pour obtenir

le changement de la mention de sexe à l'état civil. La loi Bioéthique a refusé l'extension de la PMA aux hommes trans. Les femmes trans ne peuvent donc toujours pas utiliser leurs gamètes après les avoir congelées.

Le NPA continue de lutter contre toutes les formes de transphobie et de LGBTIphobie, ainsi que pour la dépathologisation des transidentités. Nous revendiquons la

liberté du changement de la mention de sexe à l'état civil, la prise en charge de 100% des frais liés à la transition par la sécu, l'arrêt des mutilations des enfants intersexes, le droit à disposer de son corps et l'autodétermination de genre, ainsi que l'ouverture de structures d'accueil d'urgence pour mineurEs LGBTI. Nous réclamons un plan de formation des personnels de l'éducation nationale aux LGBTIphobies et aux questions trans, pour respecter l'identité de genre des élèves et favoriser leur inclusion (utilisation des pronoms et pré-noms choisis, liberté vestimentaire, etc.).

Sally Brina

1 - Les informations que nous avons reçues concernant les prénoms de cette jeune fille au moment de la rédaction de cet article sont qu'elle continuait à se faire appeler Fouad, même si elle réfléchissait à d'autres prénoms comme Luna et Avril. Nous avons suivi la plupart des communiqués et prises de positions sur cette question. S'il s'avère qu'elle avait fait son choix et se faisait appeler par un autre prénom, nous remplacerons celui-ci dans le corps de cet article. Il faut toujours utiliser le prénom d'usage des personnes trans en lieu et place de leur prénom de naissance (dit deadname ou morinom).

Le chiffre 125%

C'est le taux d'augmentation du nombre total de personnes écrouées en France entre 1980 (36 913) et 2020 (82 860), selon des statistiques du ministère de la Justice. Soit, si l'on tient compte de l'augmentation globale de la population, un doublement en 40 ans.



Agenda

Le prochain numéro de **L'Anticapitaliste** sortira le jeudi 7 janvier 2021.

Bonne fin d'année

Dimanche 3 janvier, mobilisation à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Cédric Chauviat.

Samedi 16 janvier, mobilisation contre les lois liberticides.

Du 19 au 26 janvier, semaine de mobilisation des AED.

Jeudi 21 janvier, journée de mobilisation dans la Santé.

Samedi 23 janvier, manifestation contre les licenciements et suppressions de postes, Paris.

Mardi 26 janvier, journée de grève dans l'Éducation.

Jeudi 28 janvier, journée de mobilisation dans l'Énergie.

Jeudi 4 février, journée de grève interprofessionnelle.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

Nous sommes devenus une société victimaire et émotionnelle. La victime a raison sur tout. Son discours l'emporte sur tout et écrase tout, y compris celui de la raison.

EMMANUEL MACRON, l'express.fr, 22 décembre 2020

liés au changement climatique sont le principal moteur, ont doublé en vingt ans, tuant plus de 1,2 million de personnes dans le monde depuis 2000. Il est de plus en plus certain que le seuil de 1,5°C d'augmentation de la température sera franchi dans les années 2030...

Devant la catastrophe imminente, les gouvernements doivent relever leurs engagements, c'est la mission assignée à la COP26 à Glasgow initialement prévue en 2020 et repoussée à novembre 2021. Et c'est reparti pour les grandes déclarations : les USA débarrassés de Trump, les 27 pays de l'Union européenne et la Chine... tous d'accord pour la « neutralité carbone » en 2050 ! Mais cette neutralité – ou émissions nettes zéro – cache de lourdes menaces : nucléaire et autres fausses solutions dangereuses de capture-séquestration du CO₂, géo-ingénierie (manipulation du

climat), différents « mécanismes de compensation », véritable impérialisme vert, au détriment des pays et peuples du Sud global. En outre, le renvoi à 2050 des objectifs ouvre la possibilité d'un dépassement temporaire. Pari criminel ! Un basculement climatique irréversible (fonte de la calotte glaciaire du Groenland ou désintégration de glaciers de l'Antarctique) risque fort de se produire entre 1,5 et 2°C.

La neutralité carbone est un leurre dangereux. Entre l'urgence climatique et le productivisme capitaliste, il n'y a pas d'arrangement. La construction d'un mouvement populaire mondial est une urgence vitale : pour imposer la réduction des émissions dans les transports, le bâtiment, l'énergie, l'agriculture ; la réduction de la production matérielle et des transports, dans la justice sociale ; le refus du dépassement

MACRON PROMET UN RÉFÉRENDUM SUR LE CLIMAT



temporaire et des fausses solutions ; la justice climatique pour les peuples du Sud global. Différents réseaux proposent une grève mondiale pour

le climat au moment de la COP26 en novembre 2021. Une perspective dont nous devons nous emparer ! **Commission nationale écologie**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BRÉSIL Bolsonaro annonce un plan de vaccination... tout en le combattant

Le Brésil connaît une augmentation du nombre de cas de Covid-19, qui avoisine les 7 millions, et une accélération du nombre de décès.

Malgré les avertissements des experts et des organismes de santé, les gouvernements [des États et le gouvernement fédéral] ont hésité à prendre de nouvelles mesures de prévention, et les festivités de fin d'année pourraient conduire à un mois de janvier avec un nombre record de décès. Le gouvernement fédéral ne garantit pas la continuité de l'aide d'urgence [de 100 euros mensuels, décidée fin mars 2020], ce qui va accroître la pauvreté et la misère, mettant encore plus de personnes noires et pauvres en situation de vulnérabilité.

Campagne de vaccination ?

La seule nouvelle positive, dans un contexte de nouvelles vagues de contamination, est la percée dans le développement de vaccins, les premières applications ayant été réalisées au Royaume-Uni des mois avant la plupart des prévisions, et divers vaccins étant à un stade avancé.



WIKIMEDIA COMMONS

Le Brésil est à la traîne dans la course mondiale au vaccin et ce n'est pas un hasard ou une incompétence. Il s'agit d'une décision politique, en accord avec le négationnisme avec lequel le gouvernement a traité la pandémie. Le ministère de la Santé ne s'est pas préparé à la vaccination, n'ayant fait aucun achat ni réserve de seringues. Et 300 millions de seringues et d'aiguilles devraient être nécessaires – le vaccin le plus avancé est appliqué en deux doses.

Ce n'est qu'après l'annonce par certains gouvernements d'États, comme celui de São Paulo, qu'ils offriraient directement le vaccin, que le gouvernement Bolsonaro a accepté la vaccination et a déclaré qu'il achèterait tout vaccin approuvé par Anvisa [Agence nationale de surveillance de santé] dans « les cinq jours ». Le mercredi 16 décembre, il a officiellement présenté un plan national de vaccination, fait à la hâte et sans même consulter les experts désignés. Lors de la conférence de presse, le ministre de la Santé a assuré qu'il avait planifié l'achat de doses et la vaccination de masse, qu'il n'y aurait pas de traitement différencié selon les États.

Bolsonaro : « Je ne me fais pas vacciner »

Ce revirement et les discours du ministre de la Santé contrastent avec les déclarations et les silences du président. Mardi 15 décembre, dans une interview avec l'animateur José Luiz Datena, de la chaîne Rede Bandeirantes, Bolsonaro a déclaré qu'il ne se ferait pas vacciner : « En tant que citoyen c'est une chose, en tant que président c'en est une autre. Mais comme je n'ai jamais fui la vérité, je dis : je ne prendrai pas le vaccin. Si quelqu'un pense que ma vie est en danger, c'est mon problème et c'est tout ». Le président a également déclaré que la vaccination ne sera pas obligatoire et a défendu une « clause de responsabilité » à signer par quiconque se fait vacciner.

Le président assume publiquement qu'il agira pour décourager la vaccination, présentant le vaccin comme dangereux.

Nous savons que la vaccination de masse est un moyen de prévenir la contagion. Le sabotage du vaccin a un objectif : prolonger une situation dans laquelle le gouvernement et le Congrès peuvent continuer à déréguler, avec des privatisations, une contre-réforme administrative, l'élimination de règles légales et d'autres politiques visant les intérêts populaires. Plus que jamais, il est temps de crier « Fora Bolsonaro » (« Dehors Bolsonaro »), de défendre la vie, de défendre le SUS [Système unique de santé] et d'exiger une vaccination de masse.

Éditorial d'Esquerda Online, traduction rédaction A l'Encontre.

Version intégrale sur <http://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-bolsonaro-annonce-un-plan-tout-en-combattant-et-en-sabotant-la-vaccination.html>

ÉTATS-UNIS Sur fond de crise, la gauche se prépare pour une nouvelle année de luttes

Alors que les États-Unis disposent désormais de deux vaccins, la crise sanitaire continue de s'aggraver : 20 millions de cas, 115 000 personnes actuellement hospitalisées, 330 000 décès.



WIKIMEDIA COMMONS

confiance dans le gouvernement du fait de sa gestion de cette crise et des crises antérieures.

Crise sociale d'ampleur

Pour le moment, le virus continue de ravager le pays, remplissant des hôpitaux déjà débordés, de sorte que des patientEs sont désormais traités dans des tentes ou des entrepôts tandis que des cadavres sont stockés dans des camions frigorifiques. La propagation du virus continue d'être favorisée par le manque d'impulsion de Trump et du gouvernement fédéral et par les politiques incohérentes des 50 États. Le gouverneur républicain du Texas Greg Abbott, par exemple, a déclaré que son État de près de 30 millions de personnes n'aura plus aucun confinement.

Les chiffres officiels font état d'un total de dix millions de chômeurEs, mais cela n'inclut pas les

travailleurEs découragés qui ne cherchent plus d'emploi et d'autres qui n'ont pas été dénombrés. Le chiffre réel pourrait atteindre le double. Quelque 30 millions de personnes pourraient être expulsées de leur logement et 50 millions ont besoin d'une aide alimentaire. Environ 10 millions de travailleurEs perdront leurs prestations de chômage à la fin décembre avec le terme d'un programme d'aide fédérale. Devant la profondeur de la crise, un compromis entre Démocrates et Républicains est intervenu au Congrès, qui vient de voter un nouveau plan de soutien comprenant un versement unique de 60 dollars par adulte et par enfant pour les bas revenus. Les allocations chômage seront également temporairement revues à la hausse (pour un montant moindre que lors du plan précédent). Des mesures pour éviter les expulsions

sont également prolongées. Sur un total de 900 milliards, 284 sont consacrés aux entreprises.

Les luttes qui viennent

Au-delà de ces mesures immédiates, Biden aura du mal à mettre en œuvre son programme à moins que les Démocrates ne remportent au second tour les deux postes de sénateurs encore à élire en Géorgie. Si les Démocrates perdent, les Républicains conserveront une majorité au Sénat, si les Démocrates gagnent ils pourraient contrôler le Sénat grâce au vote de la vice-présidente Kamala Harris. En réalité, dans tous les cas, nous aurons à combattre Biden, les Démocrates et les Républicains. La plus importante organisation de la gauche, les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), compte cinq membres à la Chambre des représentants des États-Unis (sur 435), ainsi que sept membres dans les Sénats des États et 30 membres dans leurs chambres basses. DSA compte également des centaines d'autres élus. DSA prévoit de faire campagne pour Medicare pour tous, pour une éducation gratuite dans les collèges publics et pour un salaire minimum de 15 dollars de l'heure. Et DSA est engagée dans la construction du féminisme socialiste, dans plusieurs campagnes de syndicalisation des travailleurEs, dans la lutte pour les droits des immigrés et contre le racisme et les violences policières. Une nouvelle année de luttes arrive.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

IVG Solidarités internationales des femmes

Nous sommes témoins d'une opportunité historique ouverte et construite par les féminismes à l'échelle internationale au sujet de l'avortement : un mouvement internationaliste qui s'exprime par les méthodes de l'occupation de la rue et de la grève féministe.



WIKIMEDIA COMMONS

Partout dans le monde, nous pouvons constater que le droit des femmes à disposer de leurs propres corps et à décider de leurs chemins de vie a été mis sur les agendas publics grâce à la lutte féministe dans le contexte de la dénommée « quatrième vague ». En effet, depuis 2018, le droit à l'avortement a été obtenu par exemple en Irlande, dans l'État mexicain d'Oaxaca et en Nouvelle-Zélande.

De l'Argentine à la Pologne

Ce dernier mois, nous avons suivi avec attention la lutte argentine pour obtenir enfin une légalisation de l'IVG. Nous avons fait partie du rassemblement des femmes du mercredi 10 à Saint-Michel, Paris, lorsque la chambre des députés de ce pays approuvait le projet de loi. Des dizaines de femmes argentines, et autres, sont venues portant leurs caractéristiques « foulards verts » qui sont devenus un symbole international de lutte. Le 29 décembre la loi d'IVG sera votée au Sénat pour la deuxième fois, une chambre difficile et conservatrice. Rien n'est encore gagné et c'est pour cela que de nombreux rassemblements s'organisent, comme celui qui se fera à la place de la République à Paris, lors d'une journée qui pourrait être historique.

Mais la lutte pour l'avortement n'est pas seulement une lutte offensive pour obtenir l'accès à l'IVG. Il y a également des luttes défensives contre les attaques à ce droit, comme en Pologne, où la Cour constitutionnelle a interdit presque tous les types d'avortement le 24 octobre¹. C'est dans ce contexte que le mouvement des femmes polonaises appelait à une journée internationale de solidarité le dimanche 13 décembre. Cette journée faisait partie d'un plan

de bataille commencé en Pologne mais avec des actions solidaires dans plusieurs pays. À Paris, un premier rassemblement a eu lieu le 26 octobre dernier, animé par de jeunes Polonaises, avec des discours féministes qui ont dénoncé clairement la responsabilité du gouvernement du parti « Droit et Justice » (PIS) et de l'Église. Le dimanche 13, on a constaté qu'il y avait un discours différent, centré sur la « famille » avec un drapeau de l'Union européenne. Cependant,

une centaine de personnes, notamment des femmes polonaises plutôt jeunes, se sont rassemblées malgré le froid et la pluie. Nous avons marché ensemble de la place Saint-Michel jusqu'au Panthéon. La manifestation s'est terminée avec une performance théâtrale touchante, le drapeau rouge du pays taché de la souffrance des femmes.

Dans le contexte d'une « demi-approbation » de la loi d'IVG à l'Assemblée argentine, les Polonaises voient avec espoir la possibilité d'élargir leur mouvement et de s'appuyer sur les liens de solidarité avec le mouvement féministe au niveau international, pour avancer dans leurs revendications. On reste en alerte pour soutenir les femmes du monde entier qui luttent pour tous les droits qui leur manquent encore, et pour nous solidariser avec elles.

Daniela R. et Flora M.

1 – Lire Ewa Majewska, « La Pologne se révolte contre la nouvelle interdiction de l'avortement », *L'Anticapitaliste* n° 543 (12/11/2020), en ligne sur <https://lanticapitaliste.org/actualite/feminisme/la-pologne-se-revolte-contre-la-nouvelle-interdiction-de-lavortement>

KANAKY Le pouvoir colonial joue la tension

Depuis plusieurs semaines, une mobilisation massive est en cours en Kanaky Nouvelle-Calédonie pour défendre la souveraineté du peuple sur ses ressources minières, pour empêcher le pillage de ces ressources par des multinationales et, in fine, pour lutter contre la colonisation toujours en cours.

Mépris pour le projet indépendantiste

En décembre 2019, la société Vale Nouvelle-Calédonie qui exploite l'un des plus grands gisements de nickel du pays et une usine de transformation du minerai, dans la province Sud, a annoncé vouloir quitter le pays et revendre ses parts. L'occasion pour les indépendantistes de faire revenir une partie des ressources minières dans le giron public, afin de garder le contrôle sur la politique de l'entreprise, à l'image du massif de Koniambo dont la province Nord est actionnaire à 51%. Mais Vale NC (dirigée par le Français Antonin Beurrier), l'État et les partis anti-indépendantistes en ont décidé autrement.

L'offre de reprise déposée par la Sofinor (société de financement de la Province Nord) et par un partenaire industriel sud-coréen, avec un projet d'actionariat public calédonien à 56%, a été purement et simplement écartée, au profit de l'offre du consortium « Prony Ressources », mis sur pied par Antonin Beurrier lui-même, soutenu par l'État, et financé en grande partie par le négociant international Trafigura (tristement célèbre pour avoir déversé des déchets toxiques en

Un communiqué du collectif Solidarité Kanaky, dont le NPA est partie prenante.



Côte d'Ivoire, empoisonnant des dizaines de milliers de personnes) et par des investisseurs calédoniens privés (probablement issus des grandes fortunes coloniales encore très implantées dans l'économie calédonienne). Une part minoritaire de l'actionariat reviendrait certes à la province Sud, mais les partis anti-indépendantistes qui la dirigent ne sont pas connus pour défendre une politique du nickel bénéficiant à l'intérêt général.

Mobilisation massive

La mobilisation en soutien au projet d'une « usine pays » et en opposition à la reprise par Trafigura a pris une ampleur sans précédent depuis le mois de septembre. « Trafigura dehors », « Non au bradage de notre patrimoine foncier » font partie des

mots d'ordre du collectif « Usine du sud = Usine pays » qui rassemble les institutions coutumières, les partis politiques et syndicats indépendantistes et plusieurs associations environnementales. Ces derniers jours, face au refus total de Vale, de la province Sud et de l'État d'étudier sérieusement le projet d'une reprise de l'usine par un actionariat public, puis suite à l'annonce de la signature d'un accord ferme entre Vale et le consortium Trafigura, les grèves générales, blocages, barrages, manifestations, se sont multipliés. Cette affaire de reprise est devenue emblématique de la domination coloniale de l'État et des investisseurs étrangers et c'est contre cela, et pour leur souveraineté, que se battent les Kanak et leurs alliés.

Désormais, le Premier ministre Jean Castex et le ministre de l'Outre-mer Sébastien Lecornu cherchent à faire peser la responsabilité des « violences » sur les militants indépendantistes, niant le fait que c'est l'État qui nourrit ces mobilisations, par son soutien à la stratégie de Vale et de la province Sud et son refus de négocier une reprise locale et publique de l'usine. Par ailleurs, ce sont les partisans de la Calédonie française, ayant monté des contre-barrages et arborant des drapeaux tricolores, qui brandissent des fusils, sans que les gendarmes à proximité ne réagissent. De même ce sont les gendarmes français qui ont tiré à balles réelles vers les militants cherchant à pénétrer dans l'usine Vale pour en bloquer la production.

Ce que l'on pourrait désormais appeler « l'affaire de la reprise de Vale » est en réalité une énième tentative de l'État et des anti-indépendantistes de faire obstruction au processus de décolonisation de la Nouvelle-Calédonie. Puisque le projet indépendantiste se renforce dans les urnes, avec une progression de trois points au deuxième référendum le 4 octobre 2020, la stratégie des colons est donc de le contrer sur le terrain, en empêchant un projet qui pourrait favoriser la construction d'un futur État indépendant.

Car la maîtrise des ressources, qu'elles soient minières ou autres, est bien un élément indispensable à la souveraineté d'un pays.

Collectif Solidarité Kanaky

SUISSE Mobilisation contre le recul de l'âge de la retraite des femmes

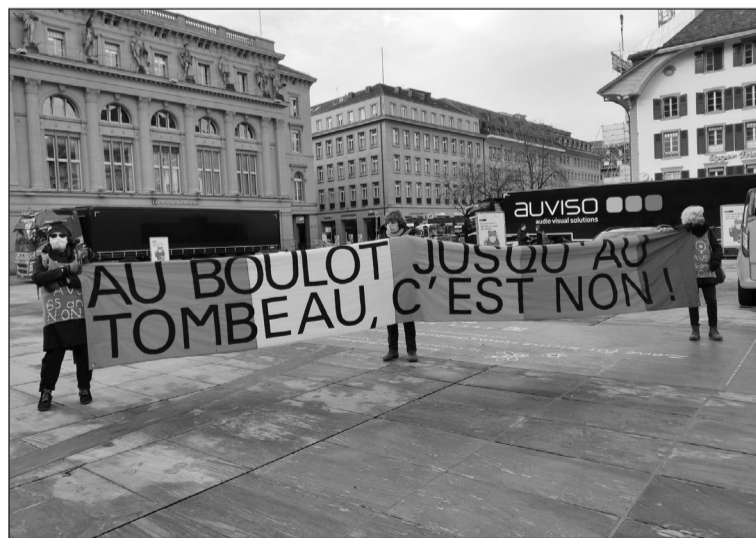
Différentes délégations du Collectif de la Grève féministe de Suisse se sont retrouvées sur la place Fédérale à Berne pour répéter qu'elles sont contre l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes et qu'elles ne lâchent rien.

Lundi 14 décembre, sur la place Fédérale, toute l'après-midi et à tour de rôle, nous avons lu dans les trois langues nationales la lettre envoyée à tous les parlementaires fédéraux. Une après-midi entière pour qu'elles et ils prennent connaissance de la colère des féministes et de notre détermination à combattre le projet AVS21 [contre-réforme des retraites en Suisse], mais aussi exiger un système de prévoyance vieillisse égalitaire et solidaire.

« Bénéficiaire de rentes suffisantes et dignes »

Dans cette lettre, le Collectif de la Grève Féministe explique aux parlementaires que cette fois encore, nous nous opposons au projet inique de réforme de l'AVS en leur rappelant qu'en juin 2019 déjà, nous étions des centaines de milliers à dire non :

« La hausse de l'âge de la retraite des femmes concerne tout le monde. Il s'agit du verrou à faire sauter pour, par la suite, imposer à toutes et tous de travailler jusqu'à 66 ou 67 ans, voire plus, dans des conditions précaires durant la vieillesse !



Mais cette mesure frappe surtout celles qui parmi nous ont les conditions de travail les plus difficiles. Celles qui cumulent travail salarié et travail domestique, et qui finissent par s'épuiser, physiquement et psychologiquement. Celles qui survivent avec des emplois précaires et mal payés et qui peinent à boucler leurs fins de mois, notamment les mères qui élèvent seules un ou plusieurs enfants. Celles qui ont

50 ans et plus et qui sont en situation de chômage de longue durée. Ou encore celles qui sont déjà à la retraite et survivent avec des rentes [pensions] de misère alors qu'elles ont travaillé toute leur vie et, pour certaines, élevé des enfants, contrairement aux 25% des hommes les plus aisés, qui eux partent en retraite anticipée à 60 ans avec une rente de 5 000 francs par mois ou plus ! Ce sont souvent ces mêmes

hommes qui veulent nous imposer de travailler plus longtemps. Ceci est non seulement inadmissible mais totalement cynique !

Aujourd'hui, nous sommes encore et toujours moins bien payées que les hommes. Nos fiches de paie indiquent un salaire en moyenne de 32% inférieur à celui des hommes, car la discrimination salariale s'ajoute au temps partiel, à la moindre valorisation des métiers majoritairement féminins et au travail non rémunéré. Cet écart a un impact néfaste sur nos rentes. Globalement, nous touchons aujourd'hui une rente de 37% inférieure à celle des hommes. L'inégalité vient principalement du 2^e pilier, où l'écart entre les genres est de 63%.

Par ailleurs, en 2018, 44% des nouvelles retraitées n'avaient pas de 2^e pilier. Il est grand temps d'admettre que le système des trois piliers ne fonctionne plus et que ce dont nous avons besoin n'est pas de travailler plus longtemps, mais de bénéficier de rentes suffisantes et dignes » (extrait de la lettre du 14 décembre 2020, envoyée par le Collectif de la Grève féministe à tous les parlementaires fédéraux). La campagne est lancée : on ne lâchera rien !

Françoise Nyffeler

Article publié dans le n° 380 de solidaritéS (Suisse).

COLOMBIE Les militantEs des droits humains et les communautés indigènes cibles des paramilitaires

Un nouveau week-end (12-13 décembre) sanglant a été vécu dans plusieurs régions de Colombie, où plusieurs massacres ont eu lieu, entraînant la mort d'au moins sept personnes et des dizaines de blessés. Perpétrés par d'anciens groupes paramilitaires impliqués dans le trafic de drogue et luttant pour contrôler plusieurs zones rurales du pays, ces événements se sont répétés avec une fréquence inhabituelle ces derniers temps.

Selon un rapport de l'Institut d'études pour le développement et la paix (Indepaz), 84 massacres ont été enregistrés jusqu'à présent cette année. Plus de 350 personnes ont été tuées, dont 291 militantEs des droits de l'homme. Le rapport précise que 20 de ces massacres ont eu lieu dans le département d'Antioquia, dont la capitale est Medellín, 13 dans le département du Cauca, dont la ville de Popayán est la capitale, neuf dans le département Nariño (capitale Pasto) et six dans le département Norte de Santander (Cúcuta est le chef-lieu).

Dimanche 13 décembre, selon le journal *El Espectador* de Bogota, l'un des massacres s'est produit à Cuturú, une zone rurale d'Antioquia. Trois personnes auraient été tuées, cinq blessées et deux portées disparues après qu'un groupe armé est intervenu lors d'une réunion qui s'y déroulait.

« Uniformes de camouflage et armes de guerre »

Les informations fournies par Indepaz indiquent qu'aux premières heures du dimanche matin, trois bateaux sont apparus sur la rivière Nechí avec « environ 50 hommes vêtus d'uniformes de camouflage et d'armes de guerre ». Indepaz et la police ont déclaré que les responsables de ce crime seraient des membres du Clan du Golfe, une organisation criminelle très présente dans la région.

Selon le colonel Jorge Cabra, commandant du département de police d'Antioquia, les hommes qui ont commis le crime sont entrés



dans le centre-ville en « tirant aveuglément » sur la population. Deux des corps ont été retrouvés dans le parc principal, et l'autre au bord du fleuve. « Cinq autres personnes (deux femmes et trois hommes) ont été blessées, deux par des armes à feu et les autres par des coups portés avec des objets contondants. » En outre, un autre épisode a été dénoncé par le Conseil régional indigène du Cauca (CRIC) – département du Cauca, capitale Popayán – et rapporté par le portail d'information Nodal : un garçon de 22 ans, du nom de Freiner Lemus, a été tué lors d'une attaque contre la réserve indigène Togoima dans la zone rurale de la municipalité de Páez, dans l'est du département du Cauca. Le CRIC a signalé qu'un groupe armé s'est introduit dans le village et a attaqué à plusieurs reprises ce jeune membre de la communauté, chef et le membre de la garde [ces communautés amérindiennes organisent des gardes d'autodéfense non-armée] dans la région. Le coordinateur des droits de l'homme du CRIC, Joe Sauca, a déploré ce nouvel acte de violence dans un territoire indigène. « Nous continuons à dénoncer cette violence systématique contre ceux qui font partie des communautés et qui en sont les autorités. »

Comme si cela ne suffisait pas, l'Organisation nationale indigène de Colombie a dénoncé, dans un communiqué, une attaque armée contre les communautés Wayúu à Maicao, dans le département de La Guajira, situé sur la côte de la mer des Caraïbes, qui a fait au moins trois morts et plusieurs blessés. Selon les informations, cette action criminelle a été menée contre la communauté indigène du peuple Alakat.

La Diaria (Montevideo), traduction rédaction A l'Encontre



ANTIRACISME

Racismes de France, sous la direction de Omar Slaouti et Olivier Le Cour Grandmaison

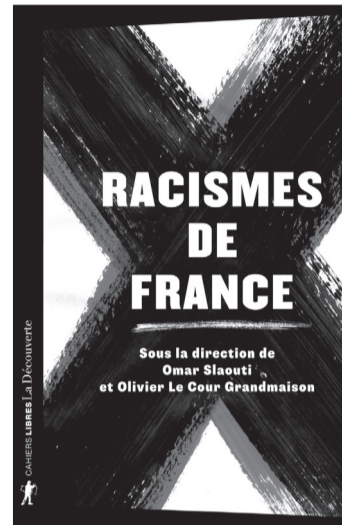
La Découverte, 368 pages 22 euros

Contre les reproches qui sont faits aux militantEs antiracistes de vouloir importer les débats spécifiques aux États-Unis, ce livre permet d'aborder les racismes dans leur réalité française. Il comporte 23 contributions, en trois parties. Les premiers chapitres examinent chacun un domaine où s'exerce le racisme : le droit xénophobe, les exactions policières et la prison raciale, une presse qui déverse quotidiennement le poison raciste, les discriminations à l'école, au travail, dans la santé...

La deuxième section analyse les incarnations particulières du racisme en France : la négrophobie, le racisme anti-tsiganes, anti-asiatiques, l'islamophobie et l'antisémitisme. Mais aussi la constitution de l'État comme État racial et la construction de la blancheur et des Blancs par le privilège de l'ignorance de leur couleur. La dernière partie du livre est consacrée aux résistances :

intersectionnalité, parole noire, rap et littérature, place du sport dans l'émancipation...

Probablement le livre le plus complet pour s'emparer des armes de l'antiracisme politique et attaquer de front la domination raciste française.



ÉCONOMIE

Les Limites du capital, de David Harvey

Amsterdam, 592 pages, 28 euros.

Fruit d'une décennie de recherches, *Les Limites du capital* propose une théorie générale du capitalisme dans le prolongement des travaux économiques de Marx. Le géographe David Harvey nous guide à travers la production, la distribution, la consommation, explique la marchandise, la monnaie, la valeur, souligne le rôle du crédit et de la finance, les conflits entre le capital et le travail, entre le capital et l'État, entre les capitalistes eux-mêmes. Au fil de cette analyse minutieuse du fonctionnement du système capitaliste se dégage une compréhension inédite des crises qui le traversent sans cesse. Non seulement celles-ci sont inévitables, mais elles ne peuvent être surmontées qu'en trouvant des « solutions spatiales », en réorientant les flux de capital et de force de travail vers de nouveaux secteurs et de nouveaux lieux. Au passage, elles détruisent des vies et des territoires, parfois dans des guerres sanglantes. Harvey dissipe

le brouillard de mystifications qui enveloppe l'économie pour livrer un enseignement implacable : les espaces où nous évoluons sont façonnés par la logique capitaliste de la valeur. Ce travail internationalement reconnu constitue un outil indispensable pour saisir la complexité vertigineuse de notre monde.



ÉCOLOGIE

Trop tard pour être pessimistes!, de Daniel Tanuro

Textuel, 324 pages, 19,90 euros.

Dans ce nouveau livre, préfacé par Michael Löwy, Daniel Tanuro fait le point sur la catastrophe actuelle (biodiversité, réchauffement climatique, catastrophe sanitaire...) et analyse avec brio la responsabilité du capitalisme dans ce cataclysme. Après une introduction analysant la crise mondiale engendrée par le coronavirus, l'auteur dissèque les propositions soumises par le GIEC et démontre leur dangerosité. En effet le livre de Daniel Tanuro est avant tout une critique documentée de la destruction capitaliste du monde et de l'anthropocène (chapitre 1) ainsi que de l'impasse que représentent les solutions capitalistes et intergouvernementales à la crise, qui misent sur la séquestration du carbone dans les sols et sur des astuces financières pour limiter la catastrophe (chapitre 2). Le troisième chapitre est une critique de l'idéologie dominante et de la façon dont elle imprègne les sciences. La suite du livre revient sur les raisons de l'incompatibilité entre l'écologie et le capitalisme et polémique avec les différentes variantes de l'écologie politique, collapsologues mais aussi primitivistes, Jacques Ellul ou les différents courants de l'écologie libérale. Enfin s'appuyant



sur les contributions de Karl Marx, Daniel Tanuro élabore les grandes lignes stratégiques et programmatiques d'une politique écosocialiste capable de répondre aux défis du temps. D'une remarquable pédagogie, *Trop tard pour être pessimistes!* est essentiel pour armer la contestation écologiste et lui permettre de réaliser son potentiel de transformation de la société en évitant les pièges tendus de toutes part. C'est aussi une admirable réhabilitation de l'écologie critique de Karl Marx.

ÉCOLOGIE

Comment saboter un pipeline?, d'Andreas Malm

La Fabrique, 216 pages, 14 euros.

D'après le titre amusant se cache en fait une proposition singulière de réhabilitation de l'action directe et du sabotage. Andreas Malm, qui se revendique du « léninisme écologique » et que l'on connaît le plus souvent pour son analyse historique du capital fossile dans son précédent ouvrage *L'Anthropocène contre l'histoire*, montre que le sabotage, loin de se réduire à une stratégie substitutive, a été une tactique opérante pour de nombreux mouvements de résistance contre l'occupation, l'apartheid ou les guerres impérialistes. Le mouvement écologiste lui semble à bien des égards être « trop gentil ». Et cette absence de radicalité n'est pas que programmatique, elle se retrouve aussi dans les moyens d'action choisis ou plutôt dans ceux qui sont dogmatiquement refusés. Une importante partie du livre de Malm est consacrée à la démonstration que le pacifisme dogmatique de la majorité des militantEs écologistes repose sur un récit hégémonique, pourtant faux et trompeur, de l'histoire des luttes (notamment des luttes antiracistes sud-africaines et étatsuniennes). Le livre remet donc en lumière l'importance non négligeable du sabotage dans la

lutte contre l'apartheid ou de l'autodéfense dans la lutte des droits civiques.

Si le ton léger rend la lecture très agréable, l'argumentation n'en est pas moins rigoureuse et on prend plaisir à suivre Malm dans sa polémique avec Extinction Rebellion. Enfin il faut souligner que ce livre fourmille de pistes stratégiques pour allier mouvement de masse et radicalité d'action avec comme exemples la campagne initiée par Malm de neutralisation des SUV ou les camps climat d'Ende Gelände.



FÉMINISME

Pourquoi les femmes ont une meilleure vie sexuelle sous le socialisme?, de Kristen Ghodsee

Lux, 288 pages, 20 euros.



Le capitalisme nuit gravement. Surtout aux femmes. Il les confine à la dépendance envers les hommes et les contraint à soumettre leurs relations intimes à des considérations économiques. Voilà ce que Kristen Ghodsee a conclu des vingt années qu'elle

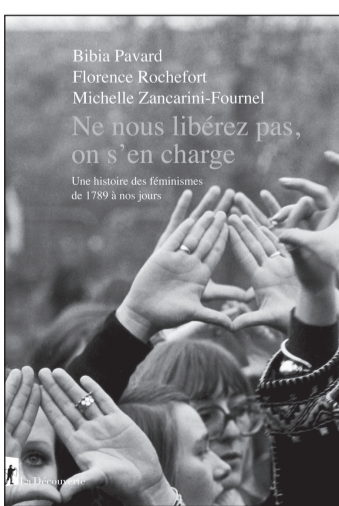
a passé à observer les répercussions de la transition du socialisme d'État au capitalisme sur le quotidien des habitantes des pays de l'ancien bloc de l'Est. Sans pour autant réhabiliter les dictatures du communisme réel, elle démontre qu'il y avait beaucoup à sauver des ruines du Mur, et que, contre le mortifère triomphalisme néolibéral d'aujourd'hui, il est encore temps de raviver l'idéal du socialisme. D'une plume libre et généreuse qui va de l'anecdote personnelle à l'analyse de statistiques, en passant par les notes de terrain, l'anthropologue s'adresse d'abord aux jeunes femmes, puis à quiconque souhaite contrecarrer les effets délétères du libre marché. Sous l'égide des grandes figures féministes du socialisme, Alexandra Kollontai, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, elle aborde tous les aspects de la vie des femmes – le travail, la famille, le sexe et la citoyenneté – et propose des pistes pour qu'elles aient une vie (sexuelle) plus épanouie.

FÉMINISME

Ne nous libérez pas, on s'en charge, de Bibia Pavard, Florence Rochefort et Michelle Zancarini-Fournel

La Découverte, 750 pages, 25 euros.

Comment les féminismes ont-ils émergé en France? Doit-on parler de « féminisme bourgeois »? Quels liens ont existé entre féminismes et socialismes? Y a-t-il eu des féminismes noirs? Les féministes étaient-elles toutes colonialistes? Existe-t-il des féminismes religieux? Comment



s'articulent mouvements lesbien, gay, trans et mouvements féministes? Quel a été le rôle du féminisme institutionnel? Qu'est-ce qui est nouveau dans les groupes féministes aujourd'hui? Qu'est-ce que révèle #MeToo sur la capacité des femmes à se mobiliser? Ce livre entend fournir quelques clés indispensables afin de penser les féminismes d'hier et d'aujourd'hui à la lumière des grands défis contemporains, des inégalités sociales, raciales et de genre. Cette sociohistoire renouvelée des féminismes rend compte des stratégies plurielles déployées par les femmes et les hommes féministes qui ont combattu les inégalités entre les sexes et l'oppression spécifique des femmes, de la Révolution française à nos jours. On vous conseille également *Rage against the machisme*, l'excellente histoire du féminisme de Mathilde Larrère, également parue cette année, aux éditions du Détour.

L'ENGOUEMENT DES FRANÇAIS POUR LE LIVRE NUMÉRIQUE

ANTI-IMPÉRIALISME

Le souverain et le marché: théories contemporaines de l'impérialisme, de Benjamin Bürbaumer

Amsterdam, 220 pages, 18 euros.

De la Première Guerre mondiale à la montée des tensions entre la Chine et les États-Unis, en passant par la guerre d'Irak, la manière dont les conflits entre États, qu'ils soient armés ou non, s'articulent aux développements successifs du système capitaliste a constitué un problème crucial pour la pensée révolutionnaire. L'enjeu de toute théorie de l'impérialisme est d'y répondre. Ce livre propose une plongée dans les controverses au fil desquelles cette notion a été forgée et son sens disputé, en vue d'éclairer certains des grands débats stratégiques qui animent le camp de l'émancipation. Les États modernes sont-ils voués à demeurer sous la domination de l'un d'entre eux? Ou bien assiste-t-on à l'émergence d'une coalition supranationale qui organise le capitalisme au niveau mondial? Et comment la

permanence de souverainetés territoriales interfère-t-elle avec la dynamique du capital? Autant de questions dont Benjamin Bürbaumer retrace la généalogie, livrant par là une contribution décisive à la théorie marxiste des relations internationales.



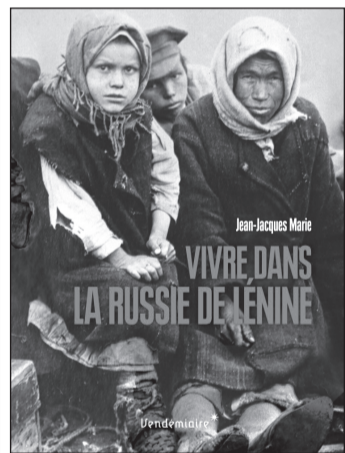
RÉVOLUTION Russe

Vivre dans la Russie de Lénine, de Jean-Jacques Marie

Vendémiaire, 384 pages, 24 euros.

Année 1917. Le chaos dans lequel la guerre a plongé la Russie tsariste débouche sur une première révolution en février, puis une seconde en octobre, quand les bolcheviks de Lénine parviennent au pouvoir. L'économie est dévastée. Depuis des mois déjà, pendant que les usines ferment les unes après les autres, les soldats désertent

et ravagent les campagnes, qui, soumises à des réquisitions désordonnées, cessent bientôt d'approvisionner les villes. En butte à la faim, au froid, au choléra, au typhus et à la guerre civile, le pays se défend par tous les moyens, dans un mélange de détresse et d'espoir. Voyageurs fuyant les villes affamées, mourant de froid dans des trains bondés, bandes d'enfants orphelins errant, privés de tout secours, bureaucratie inefficace et corrompue... Mais aussi jeunes communistes, écrivains, artistes rêvant de construire un monde nouveau. Entre les deux, la masse des paysans, menacés eux aussi par une effroyable famine qui peut même les réduire au cannibalisme. Le récit du quotidien de la population, au cours des sept années terribles durant lesquelles, pour la première fois, un État tenta de renverser le capitalisme et d'allumer la mèche de la révolution mondiale.



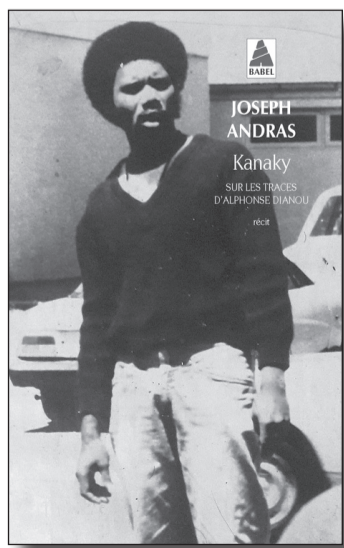
ROMAN

Kanaky, de Joseph Andras

Babel, 304 pages, 8,70 euros.

En avril-mai 1988, la prise d'otages de la grotte d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, menée par un groupe d'indépendantistes, se solde par un bilan de vingt et un morts, dont dix-neuf Kanak. Parmi les victimes, Alphonse Dianou, vingt-huit ans, musicien, ancien séminariste se destinant à la prêtrise, admirateur de Gandhi et militant charismatique du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). Le personnage a longtemps intrigué Joseph Andras, qui est parti en Kanaky sur les traces de cette figure des luttes anticolonialistes du 20^e siècle. Portrait d'un homme complexe et passionnant, ce livre est également journal de voyage dans un archipel méconnu et délaissé, récit de rencontres et d'échanges, reconstitution documentée d'un épisode sanglant de l'histoire récente, réflexion sur les vestiges

de l'empire français. Le tout dans un style à la fois tranchant et lyrique, avec un engagement ardent, une curiosité patiente et attentive, qui sont la marque des écrits de Joseph Andras.



ROMAN

Mamie Luger, de Benoît Philippon

Le Livre de Poche, 384 pages, 7,90 euros.

« **S**ix heures du matin, Berthe, cent deux ans, canarde l'escouade de flics qui a pris d'assaut sa chaumière auvergnate. Huit heures, l'inspecteur Ventura entame la garde à vue la plus ahurissante de sa carrière. La grand-mère au Luger passe aux aveux et le récit de sa vie est un feu d'artifice. Il y est question de meurtriers en cavale, de veuve noire et de nazi enterré dans sa cave. Alors aveux, confession ou règlement de comptes? Ventura ne sait pas à quel jeu de dupes joue la vieille édentée mais il sent qu'il va falloir creuser. » Quelque part entre Carmen Cru et les Vieux Fourneaux, ce polar garantit fous rires et bonne humeur, mais aussi beaucoup de tendresse pour une mamie qu'on rêve de connaître et qui a traversé les dangers du vingtième siècle et ceux qui menacent les femmes. La parution en poche du roman correspond aussi à la sortie chez Libertalia d'un autre roman d'Yves Pagès concernant le tueur de flic (celui-ci



bien réel) Jean-Jacques Liabeuf. La mamie armée d'un Luger et l'homme hérissé de clous: deux symboles qui ne peuvent qu'attirer la sympathie des révolutionnaires. Alors vive Mamie Luger! Et vive Liabeuf!

ROMAN

Briseurs de grève, de Valerio Evangelisti

Libertalia, 528 pages, 18 euros.

Bob Coates est un sale type. Fils du peuple, patriote, bigot, sexiste et raciste, il aime l'ordre et l'autorité.



En cette année 1877, qui marque le début du récit, son pays est en proie aux revendications et aux mobilisations ouvrières. Cet Américain moyen choisit de se ranger du côté du manche, il devient nervi au service de diverses agences patronales, dont l'agence William J. Burns, à l'origine du FBI. Pendant cinquante ans, l'homme infiltre les luttes, attise les tensions internes, passe à tabac les grévistes. Ce chien de garde du capital ne recule devant aucune abjection. Dans ce roman inspiré de faits réels, Valerio Evangelisti, auteur de *Nous ne sommes rien, soyons tout*, retrace le face à face entre deux Amériques, et les heurs et malheurs de la classe ouvrière organisée étatsunienne. Un récit haletant et glaçant.

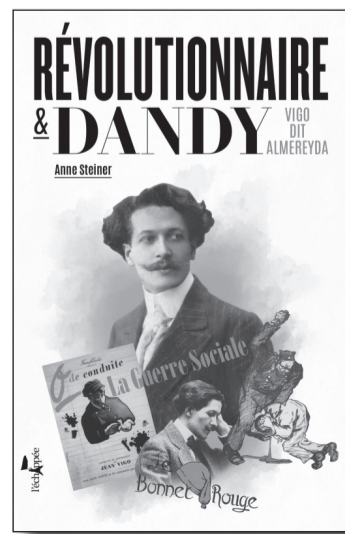
BIOGRAPHIE

Révolutionnaire et Dandy, d'Anne Steiner

L'Échappée, 304 pages, 21 euros.

Premier sur la liste des « principaux révolutionnaires de Paris » dressée en 1911 par les services de la Sûreté, Miguel Almeréya a connu la prison de la Petite Roquette dès ses 16 ans. Anarchiste puis blanquiste, on le retrouve au cœur de toutes les mobilisations politiques de la « Belle Époque ». Maniant la titraillie comme de la dynamite, il fait de *la Guerre sociale* le journal subversif le plus lu de

son temps. À la tête de la Jeune Garde, il boute les Camelots du roi, milice de l'Action française, hors du Quartier latin où ils semaient la terreur. Puis, après bien des désillusions, il se convertit au réformisme et crée en 1913 *Le Bonnet rouge*, favorable au rapprochement entre socialistes et radicaux. Abandonné par ses anciens amis qui ne lui pardonnent ni son évolution politique ni son élégance flamboyante, il n'échappe pas à la haine de ses vieux ennemis, les nationalistes antisémites de l'Action française. Arrêté le 6 août 1917, il meurt huit jours après à la prison de Fresnes dans des conditions mystérieuses. Il a 34 ans et laisse orphelin un fils de 12 ans, le futur cinéaste Jean Vigo. Le récit, vivant et enlevé, de cette extraordinaire trajectoire nous fait pénétrer dans des univers aussi infâmes que les prisons pour enfants ou aussi exaltants que ceux de la presse militante alors vigoureusement réprimée, et nous plonge dans les affrontements entre anarchistes, socialistes et syndicalistes révolutionnaires dont la Grande guerre sera le chant du cygne.

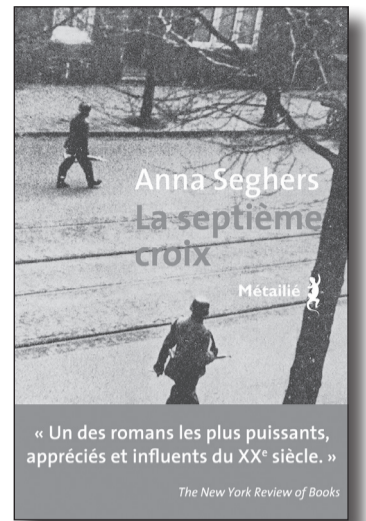


ROMAN

La septième croix, d'Anna Seghers

Métaillé, 448 pages, 22 euros.

Dans les années 1930, sept opposants au nazisme s'enfuient d'un camp. Un formidable appareil policier est mis en branle pour les retrouver et sept croix sont dressées. Aidés par la solidarité ouvrière ou bien trahis par des voisins ou des inconnus, combien des fugitifs seront capturés? Dans ce roman de l'Allemagne nazie écrit pendant son exil en France, Anna Seghers dresse une fresque polyphonique et dépeint une société dans laquelle le national-socialisme et la montée du totalitarisme révèlent en chacun les aspects profonds de son être: héroïsme insoupçonné de l'un, lâcheté d'un autre, ou simple peur existentielle et fragilité face à un système conçu pour broyer toute résistance visant



non seulement l'individu mais sa famille, ses proches.

SCIENCE-FICTION

Le pouvoir, de Naomi Alderman

Le Livre de Poche, 512 pages, 8,70 euros.

Dans la lignée de Margaret Atwood, Naomi Alderman dépeint dans *Le Pouvoir*, une société presque symétriquement opposée à celle de *la Servante écarlate* et *des Testaments*. Ici, les

femmes ont développé un pouvoir qui leur permet par simple contact de blesser ou de tuer les hommes. Et la peur change de camp. Cela commence par quelques adolescentes, dont les vidéos des exploits deviennent virales sur internet, puis cela s'étend à presque toute la population féminine. Elles apprennent à maîtriser ce pouvoir et à en mesurer les effets. Les hommes commencent à changer de trottoir quand ils croisent des adolescentes, des écoles non-mixtes s'ouvrent pour protéger les garçons. Les femmes victimes d'agressions commencent à se venger. Loin d'être une œuvre utopique, le livre, déjà un classique de la science-fiction, interroge profondément les rapports de pouvoirs de la religion à la sexualité, sans jamais procéder à des inversions grossières. C'est un récit addictif qui effraie autant qu'il interroge et qui galvanise autant qu'il dérange.



BD

Frantz Fanon, de Frédéric Cirez et Romain Lamy

La Découverte, 240 pages, 28 euros.

Ce roman graphique se donne à lire non seulement comme la biographie intellectuelle et politique de Frantz Fanon mais aussi comme une introduction originale à son œuvre, plus actuelle et décisive que jamais. Nous le découvrons ici à Rome, en août 1961, lors de sa légendaire et mystérieuse rencontre avec Jean-Paul Sartre, qui a accepté de préfacier *les Damnés de la terre*, son explosif essai à valeur de manifeste anticolonialiste. Ces trois jours sont d'une intensité dramatique toute particulière: alors que les pays africains accèdent souvent douloureusement à l'indépendance et que se joue le sort de l'Algérie, Fanon, gravement malade, raconte sa vie et ses combats, dépile ses idées, porte la contradiction au célèbre philosophe, accompagné

de Simone de Beauvoir et de Claude Lanzmann. Fanon et Sartre, c'est la rencontre de deux géants, de deux mondes, de deux couleurs de peau, de deux formes d'engagement.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 la-breche.com
 27 rue Taine 75012 Paris - Tél.: 01 49 28 52 44 - Lundi: 14h - 20h, mardi au samedi: 12h - 20h

AUTOMOBILE Empêcher la fermeture de l'usine Bosch de Rodez

La fermeture de l'usine Bosch de Rodez est ouvertement envisagée par la direction de ce méga groupe industriel, l'un des plus grands équipementiers automobiles mondiaux.

Le PDG de Bosch France Benelux a en effet déclaré vendredi 11 décembre 2020 à une délégation inter-syndicale que « ce [n'était] pas une hypothèse à exclure ». Dans le langage patronal, cela veut dire préparer le terrain et commencer à habituer travailleurEs et population à cette issue.

Les mensonges de Macron

L'usine Bosch de Rodez ne produit, depuis son rachat en 1962, que des équipements pour les moteurs diesel automobiles. Cela fait au moins cinq ans que production et vente de moteurs et d'équipements diesel sont en chute partout en Europe. Mais aucun investissement sérieux dans d'autres domaines techniques n'y a été réalisé alors que Bosch est spécialiste de nombreuses autres technologies que le diesel.

Les pouvoirs publics tant nationaux que régionaux ont laissé Bosch organiser cyniquement l'asphyxie et le déclin de l'usine. Au début des années 2000 l'usine employait 2100 salariéEs auxquels s'ajoutaient de 200 à 300 intérimaires. En cette fin d'année 2020, ce sont 1200 salariéEs qui sont présents dans l'usine.

La responsabilité directe de Macron est engagée. Car alors que le scandale du dieselgate avait déjà éclaté, Macron, en tant que ministre de l'Économie et en pré-campagne présidentielle, avait déclaré en 2016 aux ouvrierEs de l'usine que le diesel avait un avenir en France. Un mensonge délibéré. Aujourd'hui le gouvernement Macron est silencieux. Se prépare-t-il à couvrir un nouveau Ford qui a fermé l'usine de Blanquefort et un nouveau Bridgestone qui veut fermer celle de Béthune ?

Certes, il n'y aura pas de relance de la production de diesel automobile dans les années qui viennent, mais il y a tellement de besoins non satisfaits dans cette société et tant de savoir-faire parmi les travailleurEs de Bosch qu'il serait possible de faire tourner l'usine.

C'est maintenant qu'il faut tirer les leçons des échecs passés pour espérer gagner. En refusant toute confiance envers des groupes mondialisés qui décident de la fermeture d'usines sur les seuls critères de leurs profits. En rejoignant les tentatives de rassembler aujourd'hui les luttes des usines et entreprises menacées de fermeture. **Blog NPA auto-critique**



DR

Les permanences permettent de briser en partie l'isolement des personnes et de remplir des dossiers d'accès à un toit. C'est le lieu de la prise de conscience collective du non-respect du droit. Un système discriminant barre l'accès au droit des plus pauvres, notamment par le maintien de loyers élevés, l'entretien très insuffisant des immeubles ou la vente de logements sociaux. Les rénovations sont souvent l'occasion, par l'augmentation des loyers qui en résulte, d'exclure les locataires les plus pauvres.

Le droit au logement, une affaire collective

Les occupations sont l'un des outils pour sortir de l'invisibilité et de l'anonymat. À Grenoble, on ne part pas de rien. Dès l'été 2019, une douzaine de jeunes majeurs étrangers, lycéens pour la plupart, avaient contacté le DAL. Le conseil départemental supprimait leur prise en charge, qui finançait leur hébergement, pour cause de majorité. Après des semaines de lutte, nous avons décidé ensemble d'occuper une salle paroissiale. Soutenu par de nombreuses associations, des enseignantEs, des travailleuses sociales, des parents d'élèves, des clercs de différentes religions, l'intersquat, les syndicats et plusieurs partis, le collectif jeunes majeurs s'était imposé sur la place publique par son auto-organisation, pour manifester, prendre la parole, écrire les tracts. Expulsés pour cause de confinement (!) et sans solution ils avaient occupé à nouveau. Déterminés et courageux, ils sont sortis de la clandestinité, et nul ne peut ignorer aujourd'hui qu'après leur journée au lycée, une grande partie d'entre eux retourne dormir à la rue ! Leur action politique a fait avancer la prise de conscience

LOGEMENT Pour crécher à Noël, une seule solution, la réquisition !

À Grenoble, les permanences hebdomadaires du DAL ne désemplissent pas. De semaine en semaine, le 115 répond qu'il n'y a plus de place et les dossiers DAHO (droit à l'hébergement opposable) et DALO (droit au logement opposable) aboutissent peu. Pour les locataires en demande de mutation ou en attente des travaux pour cause d'insalubrité de leur logement, rien ne bouge. Alors les sans-logis et mal-logéEs, avec le soutien du DAL 38, s'organisent. Jusqu'à l'occupation d'un immeuble vide le 9 décembre.



DR

générale. Ils savent également relier les luttes entre elles, en participant notamment aux différents actes de la Marche des sans-papiers, ils sont moteur de la convergence des luttes. Mais concrètement leur situation n'a pas bougé.

De la lettre aux ministres...

Aussi, face à l'inertie des pouvoirs publics et forts de la circulaire ministérielle affirmant que par temps de pandémie et de trêve hivernale personne ne devait dormir à la rue, avec les marcheurs, des femmes avec enfants toujours à la rue, et bien d'autres, ils et elles ont écrit à Emmanuelle Wargon, ministre du Logement, et Olivier Véran, ministre de la Santé. Une lettre politique. Extrait : « Nous demandons des moyens humains et matériels proportionnels à la détresse des mal-logéEs et ce quoi qu'il en coûte ! Nos situations sont diverses mais nos revendications se rejoignent. Nous sommes victimes des mêmes décisions politiques qui

privilégient l'enrichissement et la spéculation à nos dépens, avant le bien commun ». Et d'exiger que « le droit au logement inaliénable et universel soit inscrit dans la Constitution ».

Sur l'agglomération grenobloise il y a 17 000 logements vacants, 1 800 personnes sansabri officiellement (plutôt autour de 5 000 d'après différentes associations humanitaires) et 17 000 foyers en attente de logements sociaux. L'occupation est une action légitime surtout quand la réquisition légale n'est appliquée ni par le préfet ni par le maire. En effet, la réquisition inscrite dans la loi de 1945, remodelée plusieurs fois, autorise le préfet à réquisitionner des logements vides quand l'offre de logements mis à disposition ne satisfait pas la demande. Si le préfet ne le fait pas, le maire a le pouvoir de le faire lui-même. Surtout en ce moment où l'urgence sociale s'ajoute à l'urgence sanitaire, 40% des sans-abris sont touchés par l'épidémie, et la santé de touTEs est menacée !

... à la réquisition d'un immeuble

Faute de réaction politique, 52 personnes ont donc décidé d'occuper un bâtiment de l'îlot dit « les

Volets verts ». Il y a là 250 logements sociaux vidés de leurs habitantEs depuis cinq ans mais... chauffés ! Propriété d'Actis bailleur social dont la présidente est aujourd'hui la première adjointe de la Ville, en remplacement d'Éric Piolle. La revendication est que toutes ces personnes soient immédiatement relogées, parce que le logement est un droit et qu'elles sont en lutte. La réponse d'Actis et de la Ville est scandaleuse : malgré l'ouverture de négociations sur les relogements, l'électricité a été coupée et l'ensemble des fluides risque de l'être avant la fin du mois. Des pratiques politiques minables. Face à cela, la solidarité populaire est dynamique, les appartements sont équipés, la nourriture arrive et les habitantEs s'auto-organisent. Ensemble, le 23 décembre nous fêtons Noël devant l'Hôtel de ville à notre façon pour exiger la remise de l'électricité, la non coupure du chauffage et de l'eau et l'ouverture de véritables négociations. Nous exigeons l'application du droit de réquisition, et le relogement en logements pérennes et dignes de tous ceux et celles qui occupent cet immeuble des Volets verts. Et ce sera un grand Noël... de lutte ! **Roseline Vachetta et Yves Delmonte**

PRADES (66) Victoire des postierEs grévistes

Au huitième jour de la grève unanime des postierEs titulaires de la plateforme de distribution courrier (PDC) de Prades (voir l'Anticapitaliste n°547), la direction de La Poste a reculé devant la détermination et l'unité des grévistes et de leurs syndicats (CGT et Sud-PTT).

Ils et elles s'étaient mis en grève illimitée lundi 7 décembre contre une énième « réorganisation » qui détruisait à nouveau des emplois, provoquant la suppression d'une tournée le samedi et allongeant encore leur durée hebdomadaire de travail. Et une nouvelle dégradation du service postal rendu aux usagerEs ! Le protocole signé avec la direction, après une journée de négociation, leur donne satisfaction en maintenant les postes de travail que leur direction voulait supprimer, en obtenant même un nouveau CDI, des renforts le samedi, le maintien de la tournée colis... Et les jours



NPA

de grève seront soit payés soit en repos compensateur.

Manœuvres de la direction

La direction de La Poste a pourtant tout fait pour casser la grève. Pour les intimider, chaque jour, elle a envoyé

des huissiers établir des « constats ». Elle a déménagé en catimini lettres et colis bloqués au centre courrier de Prades sur le centre courrier d'une ville voisine, puis – devant la menace d'un blocage de ce centre – dans un hangar privé, loué pour

cette occasion. Elle a fait appel à une brigade de « remplaçants », des titulaires venus de toute la région Occitanie-Pays catalan pour faire les tournées des grévistes. Et elle a même fait, en toute illégalité, travailler les intérimaires... à domicile !

Rien de tout cela n'a démobilisé les postierEs, bien au contraire. Et ils et elles ont été encouragés dans leur lutte par la solidarité qui a commencé à s'organiser. Mercredi 16 décembre, une haie d'honneur les a accueillis à la reprise du travail. La lutte a payé. Une leçon qui servira pour d'autres luttes, plus importantes encore. **CorrespondantEs NPA 66**

RETOUR VERS LE PS L'illusion du Printemps marseillais

On annonçait le printemps. Des temps nouveaux étaient promis. Après 25 ans au pouvoir laissant la deuxième ville de France exsangue, abandonnée à la voracité des promoteurs et spéculateurs, traumatisée par le drame de la rue d'Aubagne et ses répercussions avec des milliers de délogéEs, Gaudin laissait enfin son fauteuil de maire à une élue qu'on disait novice, militante, portée par un mouvement dit « citoyen ».

On savait que le Printemps marseillais était né péniblement de tractations d'arrière-garde entre les appareils affaiblis mais tenaces de la « gauche » de gouvernement, qui avait montré, par le passé, dans les Bouches-du-Rhône, ou sur le plan national sous Hollande, combien le PS et ses alliés divers étaient néfastes pour les classes populaires¹. La manière dont s'était déroulé le 3^e tour, donnant en spectacle la cuisine peu ragoûtante des coulisses du conseil municipal, ne nous avait donné aucune illusion.

ÉDUCATION NATIONALE Il est temps de montrer la sortie à Blanquer et Cie!

Que démontre cette annonce de dernière minute si ce n'est le mépris total pour nos collègues? ToUTes les professionnelEs savent à quel point ces deux derniers jours d'une période, peut-être ceux-là encore plus que les autres, sont importants: finir les séquences en cours, rendre les travaux/livrets dans les classes d'élémentaires... sans compter les différents moments festifs qui resserrent les liens enseignantEs/élèves et sont si importants au vu de l'année écoulée.

Et que dire de la légèreté avec laquelle cette annonce a lieu: quelle est l'importance de l'obligation de scolarité pour ce gouvernement? Quelle est la place des enseignantEs dans la société? La réponse paraît simple: l'école n'est réduite qu'à une garderie pour permettre aux salariéEs d'aller bosser. Ce mépris, marque de fabrique de Blanquer et Cie, il est hors de question de continuer à le supporter plus longtemps.

La reconnaissance d'une forte circulation du virus

Le 11 mai dernier notre ministre pérorait sur Europe 1: «*Il y a plus de risques à rester chez soi que d'aller*

Mardi 15 décembre, c'est sur BFM-TV, devenu depuis quelques mois la nouvelle boîte mail professionnelle des enseignantEs, que les personnels de l'Éducation nationale ont appris que l'école serait facultative les jeudi 18 et vendredi 19 décembre, derniers jours de l'année.



WIKIMEDIA COMMONS

à l'école». Fort de son protocole, il assurait partout que l'école protégeait personnels comme élèves.

Dès lors, comment comprendre autrement qu'un désaveu les paroles du Premier ministre qui a annoncé, lui, en décembre: «*À chaque fois que cela est possible, surtout si on doit recevoir à Noël des personnes vulnérables, si vous*

pouvez ne pas emmener vos enfants à l'école jeudi et vendredi [...] vous le faites»?

Ainsi l'école, ex «sanctuaire» où la contamination était impossible, pour les personnels comme pour les élèves, n'est en fait qu'un lieu comparable à d'autres, où la concentration d'un nombre important de personnes active

la circulation du virus. Les mensonges ont assez duré!

Agir pour ne plus subir

D'ores et déjà l'intersyndicale de l'éducation nationale a posé la date du 26 janvier prochain comme jour de grève pour obtenir un plan d'urgence pour l'école. Un plan qui permette de meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves, qui permette de lutter contre les déterminismes sociaux, qui reconnaisse du point de vue salarial comme dans la liberté pédagogique la professionnalité et la valeur des enseignantEs... Un plan qui permette aussi d'affronter la crise sanitaire en cours en protégeant les personnels et les élèves.

Et comme une date interprofessionnelle est également annoncée pour le 4 février, il faudra tout faire pour que la grève soit massive le 26 et que partout, en AG, se discutent des suites qui permettraient de poser les bases d'une autre école et d'un autre monde.

Antoine Bouyou

SNCF Saint-Lazare, Austerlitz, Montparnasse et Gare du Nord: conducteurs en grève

Lundi 14 décembre, les conducteurEs banlieue de Gare du Nord, du réseau de Saint-Lazare et des lignes C, N et U étaient en grève contre les attaques que contiennent les nouveaux «roulements», les plannings de travail, prévus pour 2021.

Ce genre de réaction reste traditionnellement «ligne par ligne». Le fait que la riposte s'organise à une échelle un peu plus grande, par le biais de réseaux nés des tentatives diverses de coordination lors des grèves nationales de ces dernières années, est significatif.

Nouveaux roulements, nouvelles attaques

Chaque année les nouveaux roulements sont l'occasion pour la direction de s'en prendre aux conditions de travail et à la rémunération des conducteurEs. Comme dans le privé, il s'agit de réduire

les effectifs et baisser les coûts. Sur Paris Rive-Gauche (Austerlitz et Montparnasse) la direction prévoit moins de «découchés», ces nuits passées hors du domicile avec moins de 9h de repos entre deux journées de travail, ce qui est une façon d'économiser des primes. À Saint-Lazare, la direction augmente la charge de travail de 2% à effectifs constants ce qui représente une quinzaine d'emplois «économisés» – les chiffres sont précis car les cadres dirigeants en sont fiers.

Une réaction simultanée

Face aux attaques, les conducteurEs ont réagi et de manière simultanée

entre plusieurs gares. Il y a quelques semaines, celles et ceux de la ligne C du RER s'étaient déjà réunis à l'initiative des conducteurEs de Versailles. Le lundi 14 décembre ils et elles étaient en grève majoritaire, et se sont à nouveau rassemblés à Austerlitz pour interpeller la direction. La grève était aussi majoritaire aux dépôts de Mantes et de Saint-Lazare, au point que la direction a peiné à assurer un service d'un train sur trois en faisant rouler les chefs, et a procédé à des concessions substantielles dès l'après-midi, même si elle refuse pour l'instant de revenir sur les gains de productivité.

Plus difficile pour les mercenaires du «pôle fac», payés pour briser les grèves au niveau de l'Île-de-France, de nous remplacer quand on s'y met tous ensemble! Pour les salaires, contre les cadences infernales, pour des embauches, le combat continue. La date du 4 janvier est envisagée par les conducteurEs d'Austerlitz et Saint-Lazare. D'autres services – les conducteurEs de manœuvre d'Ivry ou les aiguilleurEs de Paris Rive-Gauche – ont engagé un bras de fer sur des sujets similaires et pourraient avoir envie de s'y joindre.

Correspondants

RATP Grève du 17 décembre: un premier tour réussi!

Jeudi 17 décembre avait lieu une journée de grève sur le réseau bus et dans les ateliers de la RATP. Une première date appelée par la CGT et d'autres syndicats face à l'approche de l'ouverture à la concurrence du réseau.

Bien que la direction n'ait pas souhaité donner les effectifs réels de grévistes, qui sont revus à la baisse, les chiffres marquent un premier tour réussi puisque ce sont quasiment 10% des effectifs qui se sont mis en grève.



DR

Retrouvailles sur les piquets

Pour l'occasion, plusieurs piquets ont été tenus dans les dépôts de bus comme à Thiais, Ivry ou Belliard, mais aussi dans des ateliers comme à Saint-Ouen ou Flandres, réunissant d'une dizaine à une quarantaine de personnes. L'ambiance était aux retrouvailles, un an après la grève contre la réforme des retraites et même un an jour pour jour après la grande manifestation du 17 décembre 2019 qui avait réuni dans la rue plusieurs centaines de milliers de personnes.

À la suite de ces rassemblements locaux, les grévistes se sont réunis au dépôt de Belliard où ils et elles se sont retrouvés à environ 200. L'occasion de revoir les collègues des différents dépôts et de reprendre les contacts noués pendant l'hiver dernier. Sur place, beaucoup de déléguéEs syndicaux et de syndiquéEs (CGT, SAT, Solidaires), mais aussi des militantEs de la base qui n'ont pas hésité à prendre la parole au micro et à intervenir à propos de la journée et de la loi d'orientation des mobilités (LOM). Les porte-parole de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, et du NPA, Olivier Besancenot, ainsi qu'Éric Coquerel de LFI, sont venus faire une intervention pour soutenir la mobilisation. Même si la journée n'a pas été préparée de façon équivalente par les équipes syndicales sur les différents dépôts et que les travailleurEs ne s'en sont pas pleinement saisis, cette grève de 24 heures juste avant les vacances de Noël et sans appel à une manifestation fut tout de même une première réussite dans le contexte actuel, et un premier pas pour des perspectives plus larges. Notamment celles d'un appel à une bataille commune au sein même du réseau de la RATP avec les agentEs du métro, des trams ou des RER, mais encore plus avec touTEs les salariéEs du transport dans le public ou le privé. Alors que la gauche réformiste surfe sur les promesses des prochaines élections régionales pour «contrer» l'ouverture à la concurrence, c'est pourtant par la seule lutte des travailleurEs, du public comme du privé, que les conditions de travail définies par les salariéEs pourront être imposées! C'est avec une telle mobilisation que les travailleurEs seront capables de faire plier le patronat!

Correspondants

Six mois après, on peut constater que le Printemps marseillais a déjà du plomb dans l'aile. Il promettait d'en finir avec Gaudin et ses pratiques: il n'a tenu que le premier engagement. Michèle Rubirola, nom et visage de ce mouvement, se retire. Et tandis que beaucoup se répandent en allusions sexistes, faisant le lâche procès en incompetence supposée de la maire, la renvoyant à ses tâches subalternes de médecin – mépris qui dans le contexte semble ahurissant – il faut surtout souligner le déni démocratique de la situation. C'est donc Benoît Payan qui la remplace. Formé à l'école de Jean-Noël Guérini (pilier d'un système corrompu), et de Marie-Arlette Carlotti (ministre sous Hollande), cet ancien secrétaire national des

jeunes socialistes n'a jamais renié d'où il venait. C'est cette raison qui l'avait conduit à renoncer à être tête de liste du Printemps marseillais, mouvement qui refusait justement à ses débuts de paraître trop affilié à un PS bien trop marqué par ses renoncements et dérives clientélistes.

Une ville au bord du gouffre

Retour à la case départ. Et cette fois, tous le soutiennent. Le scénario était-il écrit d'avance? Si on peut le supposer, cela n'ajouterait qu'un peu de machiavélisme dérisoire à ce qui importe le plus: la promesse de renouvellement n'est pas tenue, tant dans les visages que les manières de gouverner. Nous n'attendions rien de ce Printemps marseillais: et c'était sans

doute déjà trop. Il révèle surtout combien est prête à tout cette classe politique pour laquelle seules comptent les places et les privilèges afférents. Alors que s'effrite le masque dévoilant la véritable nature de ce «mouvement», il ne faut pas perdre de vue l'essentiel: la ville est au bord du gouffre après 25 ans de règne de Gaudin, asphyxiée par la crise sanitaire, souffrant d'un réseau de transport déficient, d'écoles délabrées, d'un port délaissé, et dévastée par la catastrophe du logement. Les quartiers populaires sont abandonnés. En dépit de quelques timides mesures (gratuité des musées, par exemple) et des embauches (très insuffisantes) dans les écoles, obtenues grâce aux mobilisations, le Printemps

marseillais peine à être cette force populaire qu'il prétend être. Les attaques récentes contre le droit de grève des personnels des milieux scolaires en attestent. Plus que jamais, il faudra être vigilant et s'organiser pour rappeler au Printemps marseillais ses engagements – déjà limités – pour défendre nos droits, en arracher de nouveaux. Il n'y a fort peu à attendre du «nouveau» pouvoir qui s'installe à la mairie, qui n'est que le retour de l'ancien, mais tout est à conquérir demain dans la rue.

Arnaud et Jean-Marie

1 – Il est bon de rappeler que, de même que Hollande a mis le pied à l'étrier à Macron, Deferre avait, en 1965, pris comme adjoint Gaudin, membre de CNL, parti ultra conservateur et très à droite... uniquement pour faire barrage au PC.

L'ÉCOLOGISTE RUBIROLA SATISFAITE DE SON BILAN



CHARMAG

ALGUES VERTES EN BRETAGNE

« Vous n'allez pas, en plus, dire que c'est dangereux! »



Entretien. Nous avons rencontré **Yves-Marie Le Lay**, président de l'association « Sauvegarde du Trégor Goëlo Penthièvre »¹ et auteur du livre *Algues vertes, un scandale d'État*.

Nous sommes en décembre 2020. Y a-t-il une actualité des algues vertes en hiver ?

Il y a quelques jours, il y a eu un très gros échouage d'algues vertes dans la baie de Saint-Brieuc. En cette saison, c'est un très mauvais signe qui prouve bien que le problème ne s'arrange pas. On veut nous faire croire que « ça va beaucoup mieux, grâce aux efforts des agriculteurs » (petite chanson du président du conseil régional à la presse), alors qu'ils continuent à autoriser des porcheries et des poulaillers industriels... À cet égard, le documentaire de France 5 [*Le monde en face - Bretagne, une terre sacrifiée*²] est excellent...

Peux-tu nous dire en quoi consiste l'effet de ces algues vertes ? C'est laid, ça pue, mais encore ?

Ça fait 50 ans qu'on a des algues vertes en Bretagne, et pendant très longtemps on en est resté à la surface des choses, à ce que l'on voit et ce que l'on sent. Un jour, en rentrant d'une réunion, je me suis posé des questions et je suis allé voir ça de plus près sur une plage d'Hillion... J'ai failli crever, au bout de quelques minutes, j'étais sonné... Je me suis dit que c'était peut-être dangereux... À la suite de cela, nous avons entrepris de mettre en évidence les différents effets des algues vertes, en prenant soin à chaque fois de réunir des preuves et des avis scientifiques. En résumé : fraîches, les algues vertes favorisent, en les protégeant, la prolifération de bactéries drainées par les cours d'eau et habituellement dégradées par le



DR

sel au contact de l'eau de mer ; en décomposition, les algues vertes dégagent des émanations d'hydrogène sulfuré, gaz très dangereux, voire mortel ; de ces amas ruisselle un jus toxique qui infeste la vase en profondeur, ce qui fait que, même quand il n'y a plus d'algues vertes en surface, le danger persiste... De tout cela la preuve est faite : les algues vertes peuvent tuer. La liste commence à être longue : le premier, en 1989, un joggeur, est mort dans la baie de Saint-Michel-en-Grève³. Ensuite, à Hillion, deux chiens, puis plusieurs dizaines de sangliers, des ragondins. Un cheval à Saint-Michel, dont le cavalier a réchappé de peu, un ramasseur d'algues, à Binic, Thierry Morfoisse, et le dernier en date, un joggeur de Hillion, Jean-René Auffray, sportif de haut niveau. Bien sûr, les autorités cultivent le déni : « Arrêtez, monsieur Le Lay », m'a dit un jour le sous-préfet. « Il ne faut pas en rajouter... Vous n'allez pas, en plus, dire que c'est dangereux ! »

Peut-on parler d'écocide ?

Reprenons : c'est moche, ça pue, ça peut tuer... alors, comment la vie pourrait-elle continuer là ? L'estuaire du Gouessant fait partie d'une réserve naturelle... Pourtant, rien qu'en traversant le cours vaseux de la rivière, Jean-René Auffray est mort, au même endroit, on l'a vu, que des dizaines de mammifères. Quel organisme pourrait survivre là ? Il n'y a plus d'oiseaux sur les rives, et la vase affiche une couleur sombre. Il s'en dégage des émanations, quand on creuse, pouvant dépasser

les 1 000 ppm (particules par million) d'un gaz qui peut tuer à cette dose. Alors maintenant, nous allons entreprendre des relevés et des analyses des boues pour montrer de façon scientifique que les algues vertes détruisent la biodiversité, et nous déposons un recours contre le préfet du 22, pour écocide dans la réserve naturelle de la baie de Saint-Brieuc, appuyé par une pétition en ligne⁴.

Techniquement, ça vient comment les algues vertes ?

C'est très simple. L'ulve est un végétal. Pour croître, elle a besoin de lumière et de chaleur, donc elle se développe dans de grandes baies sableuses peu profondes, plutôt en été et au printemps. Il lui faut également des nutriments, du phosphate et de l'azote. C'est une espèce très opportuniste, prête à exploiter tout déséquilibre. Un excédent d'azote peut entraîner sa prolifération. Tout est dit. L'azote, très soluble, vient à la mer par les cours d'eau, via le ruissellement provenant des champs. Ceux-ci sont saturés de déjections animales, en très large excédent, provenant de l'élevage industriel dont les animaux sont gavés de soja et de maïs importés des USA et du Brésil. Les pauvres bêtes chient tout ça, qui est déversé sur la terre par épandage. L'absence de talus accélère le processus car rien ne vient retenir le ruissellement... Il y a 3 millions d'habitants en Bretagne. Si l'on convertit l'ensemble des animaux des élevages de Bretagne en équivalent/humain, on passe à 50 millions... Pour les 3 millions, il y a les stations d'épuration. Pour les autres...

On sait ce qu'il faut faire pour s'en débarrasser ?

Oui. Il faudrait « multiplier les Plancoët »⁵ ! En France, la potabilité de l'eau des cours d'eau suppose une teneur en azote limitée à 49 mg par litre (après une longue lutte des associations pour la reconquête de l'eau potable). La norme européenne est de 25 mg... Mais pour pouvoir vendre de l'eau de source, c'est zéro ! Le cas de Plancoët, à

40 km de Saint-Brieuc, montre que quand on veut (quand il y a de l'argent à gagner !) on sait faire ! Pour en finir avec la prolifération des algues vertes, il faudrait être sous les 10 mg, aux environs de 5 mg ce serait mieux... Pour cela, il faut, dans les bassins versants, préserver les zones humides, les zones boisées, et sur les terres limiter de façon drastique les épandages, en finir avec la culture du maïs. Il suffirait, dans un premier temps, d'imposer ces mesures au niveau des huit baies affectées par les algues vertes. Or les mesures préconisées pour l'agriculture dans les plans algues vertes le sont dans le cadre du volontariat. Ça ne peut donc pas marcher !

Pourquoi on ne le fait pas ?

Au nom de l'emploi, ils disent ! Avec ça, ils justifient tout ! Il faudrait, « au nom de l'emploi » dans l'agro-industrie en Bretagne, sacrifier la région. C'est une logique stupide, qui fait qu'on ne discute pas de quels emplois on a besoin en Bretagne, que l'on en reste au fameux modèle agricole breton, mis en œuvre après guerre, soignant pour « nourrir le monde » ! Ce modèle enferme les paysans dans des prêts bancaires dont ils ne peuvent plus sortir. De tout l'argent qu'ils brassent ils n'en tirent qu'un maigre revenu une fois remboursées les banques et les coopératives. Sauf les plus gros, ils peinent à survivre dans ce système qui vise à faire du fric, avec des élus qui s'aplatissent devant les coopératives agricoles, devant la FNSEA, au service des capitaux de l'agro-industrie.

La solution est donc politique ?

Oui, il faudrait qu'une décision politique s'impose, fixant des obligations, proposant d'accompagner les agriculteurs des zones concernées dans la modification de leurs pratiques, encadrés par des experts indépendants de l'INRA (au lieu de ceux des chambres d'agriculture !). Expérimenter, mettre en place des pratiques différentes, sortir du hors sol. Faire participer les agriculteurs à l'élaboration, à la décision, au contrôle. Voir ce qui marche, le transposer ailleurs. Garantir le revenu des agriculteurs : si ça ne rapporte pas assez, on assure des compensations financières, si ça rapporte plus, les agriculteurs gardent le surplus. Cela permettrait de libérer les agriculteurs de la tutelle de l'agro-capitalisme. Cela pourrait être la première phase de la mise en place d'un autre système agricole, qui cesserait de considérer la Bretagne comme un territoire sacrifié !

Propos recueillis par Vincent (Rennes)

1 - sauv-tregor.fr

2 - <https://www.france.tv/france-5/le-monde-en-face/2063923-bretagne-une-terre-sacrifiee.html>

3 - Saint-Michel-en-Grève, dans le Trégor, près de Lannion (22)

4 - « Monsieur le Préfet aurons-nous des marées vertes à Noël? », pétition en ligne sur <https://www.cyberacteurs.org/cyberactions/monsieurlepreyfnetaurons-nousdesmary-4440.html>

5 - Eau de source captée en pleine campagne bretonne.



L'Anticapitaliste

Des idées pour changer le monde

Un hebdomadaire, une revue, un site internet...

ABONNEZ-VOUS!

L'Anticapitaliste la revue
Le n°121 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



Essai

Le Parti des communistes, de Julian Mischi

Éditions Hors d'atteinte, 720 pages, 24,50 euros.

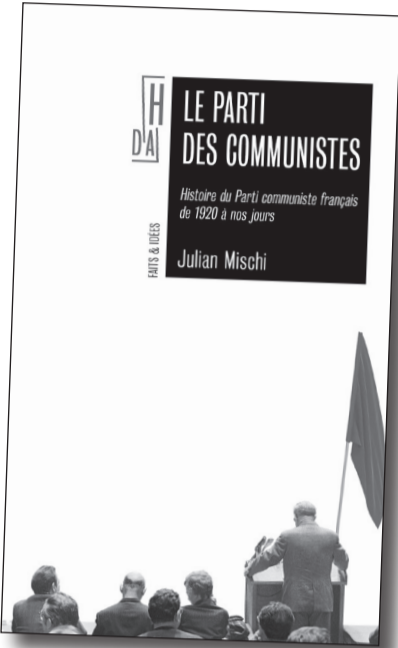
Le Parti des communistes n'est ni une histoire strictement politique des sommets du parti qui scruterait les évolutions de la direction et de ses relations avec Moscou, ni une collection d'itinéraires de militantEs. Mischi décrit comment, en réaction à la boucherie de 1914-1918 et à la capitulation des dirigeants socialistes, souscrivant, pour la plupart, à l'Union sacrée, s'est constitué un parti qui se veut en rupture, se réfère à la révolution d'Octobre 1917 et se dénomme donc Parti communiste-SFIC (section française de l'Internationale communiste). Le nom de PCF sera adopté en 1943.

Courants divers

Dans la construction de ce nouveau parti vont s'agréger des courants très divers : militantEs socialistes radicalisés par l'expérience de la guerre, mais aussi syndicalistes qui s'étaient jusqu'à présent tenus à l'écart de la SFIO et, c'est moins connu (c'est un des aspects les plus intéressants parmi ceux que le livre de permet de rappeler), féministes radicales. Si des opportunistes se joignent au mouvement, il y a une forte aspiration à la rupture avec les compromissions de parlementaires socialistes et avec des pratiques qui se réduisent souvent à des discours. Ce nouveau parti se veut internationaliste et commence, malgré certaines résistances internes, à développer une propagande anticoloniale dont un des points forts est la campagne contre la guerre que le colonialisme français mène dans le Rif marocain.

Construire un parti des travailleurEs

Outre la rupture avec le parlementarisme, s'affirme la volonté de construire une organisation qui ne se contente pas de se référer aux travailleurEs, mais donne à



ceux-ci une place prédominante dans sa direction et sa représentation électorale. Pour cela, est mis en place un système de formation et de renouvellement des directions à tous les niveaux. Mischi retrace divers itinéraires de militantEs pour lesquelEs l'adhésion au PCF a été non seulement un moyen d'exprimer leur refus de l'arbitraire patronal ou de tel aspect de la société, mais une possibilité d'élargissement de leur compréhension du monde et de leur culture. Dès le début, l'Internationale communiste et ses représentants jouent un rôle majeur dans la vie de la SFIC en appuyant les radicaux contre ceux qu'ils considèrent comme des opportunistes et des droitiers parlementaristes. Mais, après la mort de Lénine, cette intervention de l'IC devient un instrument de perversion au service de la bureaucratie stalinienne. Au nom de la prolétarianisation et de l'unité nécessaire du parti face à ses adversaires, sont promus le

sectarisme interne et externe et, progressivement après divers soubresauts, se forme une direction totalement fidèle à Moscou.

La stalinisation

La stalinisation des partis communistes signifie un alignement sur les intérêts et la politique de l'État et du parti soviétiques, non seulement des partis eux-mêmes mais de toutes les organisations qu'ils contrôlent, et en premier lieu, les confédérations syndicales. Ainsi, si les femmes occupent dans le PC une place plus importante que dans les autres partis, les revendications portées par les féministes sont peu à peu relativisées jusqu'à un tournant majeur : en 1935, le PC s'érige en défenseur de la famille française tandis que disparaît toute référence au droit à l'avortement (au diapason de l'URSS où, légalisé en 1920, il est interdit en 1936).

Le tournant est manifeste par rapport aux luttes sociales : après le cours sectaire et gauchiste de la période « classe contre classe », vient une longue période (à partir du milieu des années 1930) où le PCF, tout en prenant garde à ne pas se couper des aspirations immédiates des travailleurEs, s'oppose à la poursuite des grèves quand elles risquent de mettre en péril la politique définie en liaison avec le PC soviétique : c'est le cas en 1936, à la Libération, en 1968. Dans toutes ces périodes, la dénonciation des gauchistes est un leitmotiv de la presse communiste et de la CGT et, en premier lieu, la dénonciation des trotskistes voués à être éliminés (y compris physiquement) quand les circonstances le permettent. Le passage en revue de l'histoire du PCF par Mischi conduit jusqu'à ces dernières années : il décrit le rétrécissement du parti à partir

des années 1970, les tentatives pour le contrecarrer et, surtout, sa transformation à la fois sociologique et politique. Dans un parti qui lutte désormais pour sa survie, la colonne vertébrale d'ouvriers (plutôt qualifiés) et de syndicalistes est remplacée par un réseau d'élus municipaux dont dépendent l'implantation locale et une large partie des ressources. Ces élus s'autonomisent souvent par rapport à la direction nationale et aux militantEs de base mais la direction s'en accommode. Les stratégies électorales sont variables. Une forme particulière de pluralisme succède donc au monolithisme stalinien.

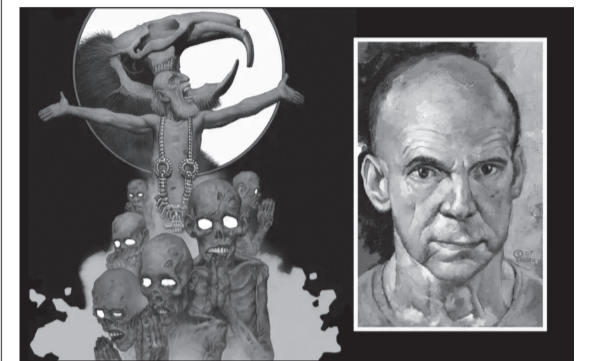
Quelle organisation anticapitaliste aujourd'hui ?

Dans son chapitre de conclusion, Mischi souligne à juste titre que le modèle de ce qu'a été le PCF n'est aujourd'hui ni souhaitable (en raison de son fonctionnement stalinien), ni possible (du fait de la transformation de la classe ouvrière) mais, qu'à l'inverse, « un mouvement large de sympathisants valorisant à tout prix l'horizontalité et les stratégies individuelles de personnalités de la société civile n'est probablement pas une solution pour assurer un renouveau du mouvement politique d'alternative au capitalisme, ancré dans les milieux populaires... ». Il ajoute : « La forme du parti [...] demeure probablement un outil incontournable pour coordonner une lutte anticapitaliste qui se déroule sur différents terrains ». Le livre de Julian Mischi n'est donc pas seulement l'histoire (dont on pourra toujours critiquer certains éclairages) d'une espérance dévoyée mais une injonction à réfléchir sur l'avenir sans céder à l'illusion « mouvementiste ».

Henri Wilno

Disparition

Richard Corben, maître américain de la BD, est mort



Alors que son dernier album, *Murky World*¹ vient de paraître aux États-Unis, Richard Corben (80 ans) le maître de la BD fantastique et d'horreur, s'est éteint le 2 décembre 2020 des suites d'une opération grave au cœur. Sa santé fragile l'avait déjà empêché en 2018 de faire le voyage à Angoulême pour y recevoir le Grand Prix du festival. Sa technique à l'aérographe – un pistolet à peinture miniaturisé – lui avait valu l'admiration de la profession bien qu'il soit également un virtuose du noir et blanc. Il était l'archétype de l'artiste indépendant, rétif au marketing, au marché, aux médias et aux éditeurs. On retiendra ses merveilleuses adaptations des œuvres de H.P. Lovecraft et d'Edgar Allan Poe ainsi que sa série « Den » contant les aventures érotico-fantastiques d'un jeune « geek » ayant muté en guerrier bodybuildé. Les œuvres de Richard Corben sont publiées en France par la maison Delirium.

SC

¹ – Inédit en français.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris / Tél. : 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Bande dessinée

Il faut flinguer Ramirez, de Nicolas Pétrinaux

Acte 2, Glénat, 192 pages, 22 euros.

« Écrit et réalisé » par Nicolas Pétrinaux est la bonne formule pour présenter cette BD tant elle s'apparente au meilleur du film noir et à la série B US revisitée par Quentin Tarentino. Une BD pour ne pas se prendre la tête pendant quelques heures durant la trêve des confiseurs, une BD du genre « boum dans ta gueule » à chaque page, pour oublier Macron, Blanquer, Darmanin and Co. Et se recharger en énergie.

Le pire des tueurs ou le meilleur réparateur d'aspirateur ?

Falcon City, Arizona. Jacques Ramirez travaille à la Robotop, une entreprise d'électroménager et l'un des fleurons industriels du coin. Employé modèle, il bosse vite, bien, et sait surtout

se faire discret. Pour cause : il est muet. Sa vie bascule le jour où deux membres d'un dangereux cartel venant faire réparer un mixer chez Robotop pensent reconnaître en lui l'homme qui a trahi leur organisation par le passé : Ramirez, le pire assassin que le Mexique ait jamais connu. Aussi étonnant que cela puisse paraître, sous le chapeau du nettoyeur légendaire se cacheraient désormais... un expert en aspirateurs hors-pair. Et maintenant que les hommes du cartel l'ont démasqué, ils feront tout, absolument tout... pour flinguer ce fumier ! Démarre alors une explosive chasse à l'homme, dans l'atmosphère poisseuse du sud des États-Unis. La moitié des flics de l'Arizona et du FBI sont mobilisés, les hommes d'Hector Rodriguez, le boss du cartel de Paso Del Rio, dirigé par le cruel Ramon

se rapprochent dangereusement avant de se faire flinguer les uns après les autres. Tandis que Ramirez ne lâche pas son aspirateur révolutionnaire, le fameux Vacuumizer 2000, deux braqueuses en fuite, Dakota Smith et Chelsea Tyler (une ancienne actrice à succès de nanars) embarquent Ramirez dans leur fuite sanglante.

Des scènes de violence ouvertes par des pub désopilantes

Toutes les vingt pages, l'auteur Nicolas Pétrinaux nous glisse des livrets publicitaires de consumérisme débile, de propagande politique néo-conservatrice et ultralibérale ou des inserts de magazine « people » sur le cinéma avec des photos dénudées de l'actrice Chelsea Tyler. Aucun de ces inserts n'est « innocent » mais

annonce que des politiciens tocards vont se faire flinguer ou que les autorités sont dépassées par la violence qu'elles ont elles-mêmes semée. Nous sommes dans les années 1980 de Reagan. Une pub pour un motel tout confort ou un garage automobile annonce une tuerie et la dévastation du lieu. Les systèmes de sécurité des énormes véhicules américains se transforment en piège à feu et, comme dans les films d'Audiard, les gangsters sont verbeux entre deux scènes d'ultra violence. La mise en page de l'album, aidée de traits et couleurs puissantes, explose littéralement tous les codes et cadrages. Il n'est pas rare que dans une seule case se déroule une action en plusieurs mouvements qui donne au récit, brutal et sans temps mort, une ligne cinématographique comparable aux meilleurs blockbusters

américains ou hongkongais. Pour ne rien louper du spectacle, l'album dispose d'un code QR pour télécharger la bande son de la BD.

Un scénario plus malin qu'il n'y paraît

Le projet initial de *Il faut tuer Ramirez* comporte trois actes. Cet album, qui en est le deuxième acte, dispose d'un résumé du premier afin que les lecteurEs ne se sentent pas perdus mais, de toute façon, il vaut mieux ne pas trop s'attacher aux personnages car leur espérance de vie est très limitée. Pourtant en refermant cet acte 2, nous ne disposons pas de toutes les clefs. La personnalité secrète de Ramirez se dévoile seulement un peu et on sait qu'il a eu une femme, batteuse dans un groupe de rock, et qu'il est lui-même virtuose pour accorder



une guitare. Les nombreuses annonces publicitaires sur le festival de rock de Stone Creek dans les inserts de l'album nous laissent imaginer sans trop de risques que l'explication finale et atomique se réalisera au cours du festival mais bien malin celui qui trouvera la vraie nature et le rôle que jouera l'aspirateur Vacuumizer 2000 dans l'Acte 3. Une BD jubilatoire !
Sylvain Chardon



SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Le financement de la vie politique en France (épisode 2)¹.

La première mouture embryonnaire de la fameuse «loi de 1988» posa les bases d'un système dont les trois volets existent toujours et forment un tout cohérent. Le premier volet porte sur le respect de la probité des dirigeants et sur ce que l'on n'appelait pas encore la «transparence de la vie politique». Le second volet porte sur le financement des élections.

Liberté sous contrôle

Le troisième volet porte sur le financement des partis politiques. Il constitue la clé de voute d'un «contrat politique» qui organise le lien entre les partis et les institutions, entre, d'une part, le respect constitutionnel de la liberté politique d'organisation et, d'autre part, le contrôle de l'État sur celle-ci. Plusieurs lois viendront le faire évoluer : 1990, 1993, 1995, 2013, 2017. D'un côté, l'État offre aux partis une déduction fiscale pour leurs donateurs et cotisants ainsi que l'accès à une aide publique à double étage. Le premier est conditionné par les résultats aux élections législatives, le second par le nombre de députés et sénateurs affiliés via un groupe parlementaire. En échange, l'État s'arroge le droit de contrôler et d'encadrer le financement ainsi que les comptes des partis.

Il s'agit d'un équilibre instable dans le cadre d'une démocratie bourgeoise dont on connaît les limites mais aussi la décomposition progressive et accélérée. En effet, toujours plus pressée par les effets délétères de turpitudes étalées dans les médias et devenues insupportables à des masses légitimement écoeurées, les lois successives s'imposent contradictoirement et de manière accélérée à la bourgeoisie depuis 30 ans. On se perdrait ici à citer et analyser tous les scandales politico-financiers dans leur diversité. L'important est de comprendre la signification politique et sociale mais aussi les risques induits par les réponses législatives qui y sont apportées. Certes, la sédimentation législative sur le financement et la «moralisation» de la vie politique n'a rien d'anecdotique. Mais toutes ces lois ne s'attaquent pas aux racines du mal. Plus encore, elles ont même tendance

à accentuer puisque ce qui était toléré et caché a progressivement fait irruption sur la place publique et devant les tribunaux, révélant le vrai visage d'un système qui se décrédibilise d'autant qu'il essaye de s'ablater une tumeur congénitale qui n'en finit pas de ressurgir ailleurs, toujours plus maligne, dans un retour du refoulé des pratiques de classe. Par ailleurs, puisque conçus et votés par ceux-là mêmes qu'elles visent, ces dispositifs ont des limites et points aveugles plus ou moins bien calculés pour ménager leur contournement, en attendant l'inévitable tour de vis suivant.

Défendre la liberté d'organisation politique

Mais surtout, cette machinerie produit des effets (in)directs et (in)volontaires sur les petites formations, surtout quand elles sont des ennemis de l'État. En clair, des lois présentées comme des avancées peuvent contenir des coups bas enrobés de probité. Pire encore, dans le cadre d'une large dynamique de recul démocratique, la réglementation du financement de la vie politique peut se faire le vecteur contradictoire dudit recul sur la base d'une logique objective et parfois subjective. En effet, moins compréhensible et visible que les lois scélérates contre le terrorisme, contre le «séparatisme» ou pour la «sécurité globale», la machinerie de contrôle financier des élections et des partis n'en reste pas moins un outil puissant.

Des comptes contrôlés par la Cour des Comptes ? Une réduction drastique du plafond et de la déduction fiscale pour les dons et cotisations ?

Une aide publique favorisant encore plus les partis ayant les meilleurs résultats électoraux ? Un changement de statut juridique faisant des formations politiques des associations très encadrées et devant être «adoubées» par l'État, même si elles ne participent pas aux élections ? Des lois purement électorales visant à «assainir l'offre politique»

(nombre de parrainages pour la présidentielle). À force d'accroître et multiplier les contrôles, limitations et peines en tous genres, la liberté d'organisation politique pourrait se virtualiser très rapidement. En revanche, vos dons sont bien réels et vitaux pour le NPA !

1 - Cet article fait suite à celui paru dans L'Anticapitaliste du 17 décembre.

L'image de la semaine



NPA SOUSCRIPTION

NOM _____
 PRÉNOM _____
 ADRESSE _____
 CODE POSTAL _____
 VILLE _____
 MONTANT _____ €

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à un·e militant·e ou à envoyer à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

INFOS PRATIQUES

Deux moyens de paiement : le chèque à l'ordre de «NPA souscription» et la carte bleue en ligne à www.npa2009.org/souscription. Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques : avant le 31 décembre 2020 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou un groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7 500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement «NPA souscription» a reçu de la CNCCPP l'agrément N°09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement «NPA souscription» sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupement politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à : NPA SOUSCRIPTION - 2, RUE RICHARD LENOIR - 93100 MONTREUIL. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Vu ailleurs

LE COUP DU PARAPLUIE. «Violences : un parapluie au cœur de l'enquête.» Ce n'est pas un titre du Gorafi mais de la chaîne d'information en continu BFM-TV. Dans un reportage diffusé le jeudi 17 décembre, ce média rapporte que «ce parapluie arc-en-ciel, au cœur de la manifestation de samedi [12 décembre] contre la loi de sécurité globale, est suspecté d'être un déclencheur des violences attribuées au black bloc. Sa propriétaire, une femme gilet jaune nommée Moun, a été mise en examen samedi, soupçonnée de faire un signe de ralliement au black bloc.»

Interpellée par trois membres des brigades de répression des actions violentes motorisées (BRAV-M), Moun a passé près de 48 heures en garde à vue, puis a été présentée à un juge d'instruction avant d'être laissée libre sous contrôle judiciaire. Elle est mise en examen des chefs de «participation à un groupement armé en vue de commettre des dégradations, des violences», et «détention non autorisée d'une arme de catégorie D».

«Les policiers considèrent qu'elle est une meneuse et que lorsqu'elle lève très haut son parapluie arc-en-ciel», visible sur de nombreuses photos, elle fait «un signe de ralliement au black bloc» et «déclenche les violences», explique son avocat, David Libeskind. «C'est ridicule», réagit-il auprès de Basta! «C'est quelqu'un de très populaire dans le mouvement des Gilets jaunes, qui va en tête des cortèges avec ce drapeau symbole de la non violence et de la paix pour dire "arrêter de taper", et c'est ce qui fait qu'elle se retrouve près du "black bloc". Sur les vidéos de la manifestation du 12 décembre, on la voit du début à la fin avec ce drapeau. Et c'est le cas depuis un an sur les réseaux sociaux.» [...]

Émue et fatiguée à la sortie du tribunal de grande instance de Paris, Moun s'est confiée au média Vécu, le 15 décembre. «En réalité, je n'ai pas compris ce qui m'est arrivé. (...) Je n'ai pas de mots, je me suis juste préparée psychologiquement au fait que je n'allais pas sortir», dit-elle, avant de s'effondrer. [...] «Cette affaire est choquante», résume l'avocat David Libeskind. «Le ministère de l'Intérieur veut montrer qu'il travaille sur le sujet. C'est pour faire du chiffre, pour montrer qu'on interpelle en lien avec la mouvance black bloc alors que ce n'est pas le cas. Moun est une victime collatérale.»

Sophie Chapelle, «Accusée d'être meneuse de black bloc à cause de son parapluie arc-en-ciel», Basta!, 17 décembre 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|-------------------|---|---|-------------------------------|
| Tarif standard | | | |
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 € | <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 € | <input type="checkbox"/> 1 an |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 40 € |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 90 € |
| Promotion d'essai | Hebdo + 1 Mensuel offert | <input type="checkbox"/> 3 mois | <input type="checkbox"/> 12 € |

ÉTRANGER
 Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | | |
|-----------------|---|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre | Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre | |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

| | | | |
|-------|---|---|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre | Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre | Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre |
|-------|---|---|---|

Titulaire du compte à débiter
 Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Mail :

Désignation du compte à débiter
 IBAN :
 BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
 En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
 Numéro ICS : FR4322554755
 Date : Signature obligatoire : _____

www.npa2009.org